

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire: 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI

4 MAI 1976

Le soumettre et le démettre

Si la majorité des électeurs votent à gauche, cela voudra dire que les français veulent vraiment un changement de société » déclarait Marchais vendredi à la télé. Dimanche Lecanuet prenait la balle au bond en s'efforçant de faire mousser la petite phrase: « pour l'opposition le but des législatives de 78 est de chasser le président de la république ».

Pour notre part nous ne voyons pas dans la déclaration de Marchais la moindre preuve d'intransigeance révolutionnaire. Elle appelle au contraire trois remarques.

D'abord Marchais ne fait précisément pas le lien entre la bataille contre l'actuelle majorité et la bataille contre le président autour duquel elle se rassemble. Il laisse à Giscard le choix de se soumettre c'est à dire de tenir compte du verdict électoral en appelant un premier ministre de gauche. En ce cas l'union de la gauche serait disposée à gouverner « sous » Giscard.

Ensuite il ne dit pas comment il envisage de « démettre » Giscard s'il refusait de se soumettre. Avec la Constitution en vigueur, c'est le président qui garde l'initiative; il peut, pour résoudre le conflit l'opposant à l'Assemblée, dissoudre cette dernière et appeler à de nouvelles élections. Il faut donc indiquer les moyens de démettre Giscard. Seule la mobilisation de masse débouchant sur la remise en cause des institutions héritées du gaullisme le permettrait.

Mais, et c'est la troisième remarque, Marchais n'a jamais parlé de chasser Giscard et de s'y préparer. Il a en revanche accepté le terrain truqué de la Constitution de 58 qui assure au président des pouvoirs exorbitants.

Dès le lendemain de Mai 68 Mitterrand avait fait valoir aux yeux de la bourgeoisie « la concession capitale » que lui avait fait le Parti communiste en renonçant à son vieux mot d'ordre d'abrogation de la Constitution de 58. En vertu de son mécanisme, avec une majorité de gauche, le président resterait un dernier recours et une ultime garantie. Même dans l'hypothèse d'élection d'un président de gauche, ses fonctions lui conféraient une large autonomie par dessus les partis et leurs accords programmatiques. Mitterrand l'avait d'ailleurs souligné en présentant en 74 une charte présidentielle décidée par lui seul, et non le programme commun...

C'est dès aujourd'hui qu'il faut être clair. Le mécontentement et la colère qui gagnent les travailleurs ne condamnent pas seulement une majorité si vite usée et discréditée. C'est le régime lui-même instauré par De Gaulle qui est rejeté; au lieu de prétendre utiliser dans l'intérêt des travailleurs des instruments forgés contre eux, il faut donc exiger en toute clarté l'abrogation de la constitution de 58, et dire qu'il s'agit de chasser Giscard, en un mot de le soumettre et de le démettre.

Daniel Bensaid

les 'lip' occupent UNE LONGUE MARCHÉ RECOMMENCE



C'était en juin 73; dans l'usine occupée, les Lip tenaient quotidiennement leur assemblée générale.

« Lip renaîtra une nouvelle fois et on parlera encore longtemps de nous... » disait Charles Piaget hier après midi, et il poursuivait: « Nous avons tenu un an en 73, nous pouvons tenir plus, cela ne nous fait pas peur... » Telle est en effet la réaction des Lip unanimes devant l'annonce de la liquidation des biens de la société. Ici à Palente chacun s'y attendait, maintenant on est fixé et chacun se prépare à une deuxième « longue marche ». Dans le calme

l'occupation est décidée, aujourd'hui même une manifestation en ville est prévue, tout l'effort interne est consacré à la préparation des journées « portes ouvertes » et à un long séjour dans l'entreprise: le fonctionnement du restaurant, le nettoyage de l'usine, l'entretien des machines etc., tout est prévu. Les Lip sont déterminés à tenir...

Suzette Triton

● Interview de Charles Piaget « Liquidation ou pas nous sommes toujours là »

LIRE PAGE 12

Les étudiants n'en ont pas fini

Le pouvoir parle de reprise des cours. Alors que, malgré quelques cas de reprise, la grève continue dans la majorité des universités et qu'à Paris, hier, elle a été reconduite très massivement dans des Centres aussi importants que Villeteuse, Nanterre, Tolbiac. Pour justifier leur sabotage du mouvement l'UNEF et le SNESup parlent presque de victoire. Alors que la réforme et même ses principales modalités d'application sont maintenues. Le mouvement étudiant, lui, donnera sa réponse, demain, à la coordination nationale de Lyon.

LIRE PAGE 5

MENTEUR !

La semaine dernière, Fourcade, notre cher ministre des Finances annonçait fièrement que la hausse des prix n'atteindrait que 0,7 % en mars. Une fois de plus, il est pris en flagrant délit de mensonge. L'INSEE indique en effet que cette hausse serait, selon ses estimations, de 1 %. Les produits manufacturés (+ 1,2 %) et l'alimentation (+ 1 %) sont les secteurs les plus touchés par la hausse des prix.

● Mai 1936, l'espoir du changement

LIRE PAGE 10

6ème journée du procès de Pierre Goldman MANOEUVRE DILATOIRE DEJOUÉE

- L'accusation voulait se saisir du « témoignage » d'Albert Bender pour faire reporter le procès qui tourne à son désavantage
- Verdict dans la soirée

LIRE PAGE 12

A nos lecteurs...

Une panne technique nous a fait prendre beaucoup de retard dans la fabrication du journal qui est paru hier. Or nous étions dimanche et il n'y eu pas moyen de mettre la main sur un réparateur qualifié. Si bien que la province n'a pu être servie à temps. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

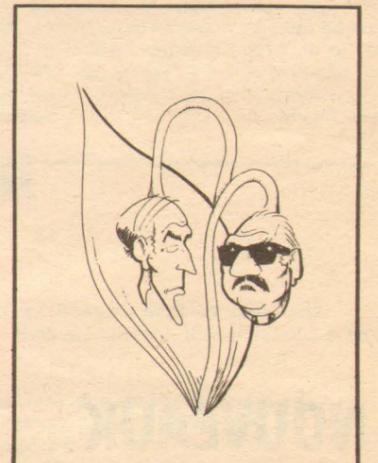
Deux citations...

« Le premier mai doit être une fête de joie et d'hommage au travail et non un exemple de la lutte des classes irréconciliables. »

« Je souhaite que tous échangent entre eux, le premier mai, une pensée fraternelle, montrant qu'ils sont des partenaires et non des adversaires pour cette fête qui est celle de l'effort et de la peine des hommes. »

Les deux hommes ne mènent pas la même politique, n'ont pas les mêmes méthodes, ils sont le produit d'une histoire différente. Mais en ce premier mai 1976, ils ont trouvé les mêmes mots pour s'exprimer en cette journée historique des combats de la classe ouvrière.

La façon dont la bourgeoisie - quel que soit le visage qu'elle offre, dictature sanguinaire ou dictature démocratique - s'y prend pour maintenir son pouvoir est toujours fondée sur la même mystification: nier la lutte des classes pour mieux masquer l'exploitation d'une majorité d'hommes par une petite minorité d'entre eux. Au nom du peuple.



L'auteur de la première citation est Ruben Dias, responsable des « corporations » du régime de Pinochet.

L'auteur de la seconde citation est Valéry Giscard d'Estaing, Président de tous les Français, par-dessus les partis et les classes.

G.F.

ITALIE

Alors que tous les partis préparent leurs listes électorales, le débat reste ouvert au sein de l'extrême-gauche sur la possibilité d'une campagne unitaire de tous les révolutionnaires. On se souvient que le PDUP (Parti d'unité prolétarienne Manifesto) s'est opposé dès le début à une alliance avec Lotta Continua, privilégiant les listes unitaires avec Avanguardia operaia (cf. Rouge n° 39 du 29 avril). Avanguardia Operaia, au cours des derniers jours, laissé entendre qu'elle était favorable à une campagne unitaire de l'extrême-gauche.

La poussée unitaire est en effet très forte dans le mouvement de masse et la présentation de deux listes d'extrême-gauche risquerait d'affaiblir celle-ci dans son ensemble. C'est par dizaines que des communiqués arrivent aux journaux révolutionnaires, Lotta Continua et Quotidiano dei Lavoratori, demandant des candidatures uniques des révolutionnaires. Des sections locales du PDUP ont également signé des appels dans ce sens avec les autres forces révolutionnaires.

Cette poussée unitaire se reflète donc au sein du PDUP et même au sein de sa direction. Un comité central d'urgence a été convoqué dimanche pour discuter de cette question. Une nette division est apparue entre la tendance liée à Lucio Magri et Luigi Pintor (directeur du Manifesto), qui rejette tout accord avec Lotta Continua, et la tendance de Foa qui est favorable aux propositions de L.C. pour un accord unitaire des révolutionnaires.

La question n'a pas été tranchée à cette réunion et une consultation est organisée cette semaine dans toutes les sections locales du PDUP, dont les résultats seront présentés à une nouvelle réunion du Comité central samedi prochain.

Une intervention unitaire de toutes les forces révolutionnaires dans les élections est donc encore envisageable, et il est certain qu'elle pourrait représenter un très fort pôle d'attraction pour les forces critiques envers les partis réformistes.

A.L.

DIVISIONS AU SEIN DU PDUP

QUEBEC

Le gouvernement québécois a interdit toute grève sur les chantiers de construction des Jeux Olympiques de Montréal et dans le reste de la province jusqu'au 1er août. Alors que 85 000 enseignants se joignaient vendredi dernier à leurs collègues du secondaire et aux employés des hôpitaux et des maisons de détention en grève pour quarante huit heures, le ministre du travail M. Gérald Harvey annonçait sa décision de prolonger de trois mois, à partir du 1er mai, un décret interdisant les grèves pendant les négociations salariales.

L'échéance des Jeux Olympiques se rapprochant, les bourgeoisies canadiennes et québécoises ont lancé une offensive sans précédent contre les classes ouvrières des deux nations. Celle-ci a commencé à l'automne passé avec l'adoption des mesures de « contrôle des prix et des salaires » - autrement dit des salaires - qui sont sensées rester en vigueur pendant trois ans. Jusqu'en 1975 la bourgeoisie canadienne avait cru pouvoir échapper à la crise économique, grâce au prix élevé des matières premières qui constituent sa principale source de revenus. Mais depuis, deux choses sont devenues claires : d'une part le Canada n'a pas du tout échappé à la récession ; d'autre part les augmentations de

salaires des travailleurs du Canada anglais ont cependant été presque deux fois plus importantes que celles des travailleurs des Etats-Unis.

La combinaison de ces deux facteurs risquait de constituer une très grave menace en favorisant l'érosion de la position concurrentielle de l'impérialisme canadien au niveau international. D'où des perspectives sinistres pour la prochaine période de récession (que l'on s'accorde à prévoir pour la fin des années soixante-dix) et une remise en question de l'autonomie relative de l'impérialisme canadien par rapport à l'impérialisme US.

Du fait de l'extrême faiblesse du mouvement ouvrier canadien (morcelé et bureaucratisé) cette politique de contrôle des salaires a connu un succès considérable avec comme résultat une réduction du pouvoir d'achat des travailleurs.

Cette offensive économique est doublée d'une grande offensive idéologique anti-ouvrière avec les Jeux Olympiques comme pierre angulaire. Les grèves et manifestations ne sont plus seulement présentées comme un sabotage de la

« lutte contre l'inflation », mais également comme une menace contre « l'honneur national du Canada ». Les déclarations du gouvernement et les éditoriaux de la presse bourgeoise se vautrent dans l'hystérie, le chauvinisme et la démagogie.

DES JEUX, MAIS PAS DE GREVE !

URUGUAY

Fin mars, début avril, plusieurs militants uruguayens disparaissaient. Le 28 mars Ricardo Gil, professeur d'économie à l'université de Montevideo, Elida Alvarez, Luis Ferreira, militant syndical à l'entreprise FUNSA étaient arrêtés au port uruguayen de Colonia, à leur retour d'Argentine. Ary Cabrera, militant du syndicat des employés de banque uruguayen, était arrêté, à Buenos-Aires, le 5 avril ; le 16 avril Eduardo Chissela, militant uruguayen était également arrêté à Buenos-Aires tandis que, dans les premiers jours d'avril, disparaissait également à Buenos-Aires, Telba Juarez.

Le vendredi 23 avril le quotidien uruguayen « El pais » annonçait la découverte sur les côtes du département uruguayen de Rocha, des corps de Ricardo Gil, Elida Alvarez et Luis Ferreira. Tous les trois portaient de nombreuses traces de torture, ils avaient été jetés à la mer, mains attachées et les yeux bandés. Employant le même procédé que la dictature chilienne, « El pais », fidèle porte-parole des tortionnaires au pouvoir, présente ces militants comme des victimes d'une « vendetta ». Mais il omet de signaler que tous les trois ont été arrêtés, à Colonia, par la police uruguayenne et que Elida Alvarez a été ramenée pour une perquisition, au domicile de ses parents, qui ont été les

derniers à voir vivante, entre les mains des militaires.

Dans les mêmes circonstances et dans les mêmes lieux ont été retrouvés les corps de Ary Cabrera et Eduardo Chissela. La complicité des polices uruguayennes et argentines est, par ce nouveau crime, une fois de plus confirmée. Comme le confirme l'assassinat de Telba Juarez, dont le corps criblé de balles, a été retrouvé, le 20 avril, à une quinzaine de kilomètres de Buenos-Aires.

Ainsi, avec la complicité de la junte militaire argentine, la dictature militaire uruguayenne poursuit ses crimes, visant à détruire par la torture, l'emprisonnement et les assassinats toutes les organisations ouvrières, visant à décapiter toute résistance du peuple uruguayen. Dans ces circonstances on peut tout craindre pour la vie de quatre militants, emprisonnés au camp de concentration de Libertad (Uruguay), retirés de ce camp par les autorités militaires début avril et dont les parents sont sans nouvelle depuis. Ces quatre militants sont : Raul Cariboni, professeur d'histoire emprisonné depuis mars 1973, Juan Carlos Mechoso, ouvrier imprimeur emprisonné depuis mars 1973, sauvagement torturé de nouveau en avril 1975, Hector Romero, emprisonné depuis septembre 1970, dont la peine est accomplie depuis un an, Alfredo Pareja, étudiant aux Beaux-arts, emprisonné depuis mars 1973.

ESPAGNE

Après le discours d'Arias Navarro UNE VOIX D'OUTRE-TOMBE

Nous publions ci-dessous la réponse de la LCR-ETA VI au discours-programme du premier ministre Arias Navarro, prononcé le 28 avril. La LCR-ETA VI est avec la Ligue Communiste l'une des deux organisations sympathisantes de la IV^e Internationale en Espagne. Elle vient de la fusion de la LCR (formée en 1970) et de ETA sixième assemblée, tendance de ETA. La LC est formée de militants qui se sont séparés en 1972 de la LCR.

« L'esprit du 28 avril » hante le Valle de los Caídos. Une voix d'outre-tombe vient de répéter la énième version du message franquiste Arias n'est déjà plus le légataire du dictateur : il est son médium.

La « bataille du référendum » qui s'est livrée ces dernières semaines entre les diverses fractions politiques s'est soldée, fondamentalement, par une nouvelle victoire de l'extrême droite quant à la date du référendum (octobre au lieu de juin), quant à l'instrument essentiel de la réforme (les Cortes au lieu du gouvernement), quant au contenu même de la réforme (maintien des institutions principales du régime, Conseil national, Conseil du royaume...). Et surtout : proclamation de l'illégalité de l'ensemble du mouvement ouvrier, incluant implicitement la social-démocratie dans la dite illégalité.

Ainsi, le discours d'Arias constitue une véritable démonstration d'impuissance qui, au lieu de débloquent l'action du gouvernement, comme le prétendaient les ministres réformateurs, assume ce blocage jusqu'à ses ultimes conséquences. La « réforme franquiste » n'est déjà plus qu'un fossile.

D'autre part, une série de faits qui précèdent et accompagnent le discours d'Arias, montrent que la « tolérance » est en train de s'épuiser. Le gouvernement, incapable de contrôler un tant soit peu le débordement, par l'action de masse, de toutes ses concessions, a fait marche arrière, comme on peut le vérifier par la nouvelle vague de répression des dernières semaines : mitraillage de plusieurs militants de ETA, assassinat de Oriol Solé, Suarez, Peredo, Garmendia... Torture de militants de la jeunesse communiste, dissolution de la Guardia Civil de l'assemblée de la Coordination d'Euskadi des Commissions Ouvrières à Durango, application du décret anti-terroriste, nouvelle loi contre les piquets, détention de travailleurs d'entreprises en lutte, refus de toutes les demandes de manifestation pour le 1^{er} mai, suspension des activités du Conseil des travailleurs de Navarre, etc...

Tout l'appareil répressif franquiste barre, mitraille en main, le chemin de la « démocratie à l'espagnole ».

Dans ces conditions, la prétendue « rupture négociée » proposée par S. Carrillo montre clairement sa fonction paralysante pour la seule force capable d'en finir avec la franquisme et de conquérir la liberté : le mouvement de masse, avec la classe ouvrière à sa tête. C'est la grève générale contre la monarchie franquiste et non un pacte quel qu'il soit avec elle, qui détruira les chaînes de notre peuple.

La préparation et l'organisation de cette grève générale, doit être l'horizon de toutes les luttes actuelles. Et pour cela, il faut forger dans l'action le Front Uni ouvrier contre la dictature et contre l'exploitation, en maintenant la plus absolue indépendance politique et organisationnelle des travailleurs et du peuple face à la bourgeoisie.

Le référendum est annoncé pour octobre. Puisqu'il n'y a rien à en attendre, si tant est qu'il ait lieu, il serait absurde de temporiser jusque là. C'est dès maintenant qu'il faut chercher la nécessaire riposte unitaire du mouvement ouvrier à ce qui constitue une véritable provocation politique. Cette riposte doit inclure le mot d'ordre de boycott actif au référendum, dans les usines, sur les chantiers, les écoles, les quartiers, ... en utilisant toutes les formes d'action de masse, coordonnant et centralisant tous les organes représentatifs du mouvement ouvrier et populaire, en particulier les comités élus et les commissions ouvrières, et toutes les organisations ouvrières et nationalistes révolutionnaires. Face à la démocratie fantôme du gouvernement qui maintient emprisonnés ou en exil des milliers de nos meilleurs camarades : amnistie, libertés et droits démocratiques sans aucune restriction. Face à la réforme franquiste et à toute manœuvre de « gouvernement de coalition », ou de « période constituante », élection immédiate d'une assemblée constituante au suffrage universel, avec droit de vote à 16 ans. Face à la farce des « commissions régionales » : élection immédiate d'assemblées nationales souveraines de toutes les nationalités opprimées, qui garantissent le libre exercice du droit à l'autodétermination. Contre le congrès syndical bidon de la bureaucratie corporative : congrès d'unité ouvrière, qui définisse l'orientation du mouvement ouvrier dans ses luttes en cours, centralise l'effort définitif vers la grève générale, et prépare un congrès national constituant avec la chute de la dictature.

Enfin, contre les compromis suicidaires avec quelque secteur du régime et contre la volonté de l'ensemble de la bourgeoisie à maintenir sur pied, en toute hypothèse, l'essentiel de l'appareil répressif franquiste : dissolution des corps répressifs, châtiement des crimes franquistes, épuration de l'armée.

Ces consignes résument la riposte qui doit s'organiser immédiatement contre la monarchie franquiste. Aucune des « mesures nécessaires » qu'Arias a menacé d'employer ne pourra empêcher que cette riposte triomphe. La tâche de tous les révolutionnaires est de hâter l'heure de la victoire.

Le 30/4/76
A bas la monarchie franquiste !
LCR-ETA VI

NOUVEAUX CRIMES DE LA DICTATURE

ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

« Palestine : Une terre occupée Un peuple en lutte »
16 mai 1976 - Mutualité - 14 h - 18 h.
Pour le soutien au peuple palestinien sous occupation israélienne avec Ilan Halevy, militant anti-sioniste collaborateur du Dr Israël Sharak, Pdt de la Ligue israélienne des droits de l'homme, une pièce de théâtre, de la musique arabe, un montage audiovisuel sur les récentes luttes, sous la présidence du Pr Milliez, Pdt de l'AMFP.

LIBAN

AUTOUR D'UNE ELECTION PRESIDENTIELLE

Après le report des élections présidentielles, qui doivent avoir lieu samedi prochain, les combats ont repris sur une large échelle depuis le week-end. La population a été largement touchée par les bombardements intenses sur Beyrouth. Kamal Joum-

blatt, le leader de la gauche dénonce l'ingérence syrienne dans le choix du futur président. Les négociations se poursuivent en vue de trouver un candidat pouvant rassembler derrière lui les diverses fractions politiques libanaises.

Les choix difficiles de la droite chrétienne

L'élection d'un nouveau président de la république n'a finalement pas eu lieu le premier mai. La gauche, de même que l'extrême droite chrétienne, par la voix de l'ancien président Chamoun, ont demandé le report des élections jugées trop hâtives.

Les déclarations fracassantes de la gauche, ses récentes menaces d'une reprise des combats en cas d'élection d'un candidat réactionnaire, n'indiquent pas sa véritable politique : la gauche ne pose en fait aucun obstacle majeur à la solution politique en cours. Le report des élections correspond pour elle à un délai au cours duquel elle sera mieux armée pour imposer à Raymond Eddé, candidat bourgeois modéré agréé par elle, certaines conditions concrètes telles que la participation d'un certain nombre de réformistes bourgeois au prochain gouvernement.

Les véritables problèmes sont du côté de la droite chrétienne. Affaiblie militairement, divisée politiquement, la fraction chrétienne de la bourgeoisie s'était vue acculée au choix difficile entre une partition du pays dans laquelle elle perdrait sa puissance économique et financière, et entre des concessions politiques im-

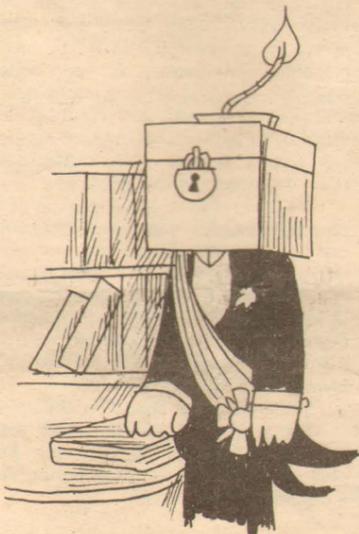
portantes qui sonnerait le glas de ses privilèges établis depuis l'indépendance de 1943. La réussite de ses manœuvres électorales constituait pour elle la seule planche de salut, dans la mesure où elle accorderait le minimum de concessions à la gauche, conserverait une autorité bien établie sur le président maronite et emprisonnerait la résistance palestinienne au Liban dans l'étroit carcan de la tutelle syrienne.

Il est déjà certain qu'elle a échoué dans la réalisation de la dernière partie de son plan. La Syrie s'est avérée incapable d'assurer sa domination sur la résistance palestinienne.

Une vingtaine de candidats maronites au poste de la première magistrature bourgeoise ne sont pas faits pour accréditer l'image d'une droite chrétienne unie et forte. De plus l'appui ouvert de la Syrie au candidat officiel de la droite chrétienne, Elias Sarkis, a considérablement affaibli la position de ce dernier.

C'est pourquoi Chamoun a demandé le report des élections ; la réussite de la manœuvre réactionnaire nécessite avant toute chose la mise en place d'un président qui aurait l'apparence d'un président de consensus entre les différentes

fractions de la bourgeoisie libanaise, mais qui, en fait, serait manipulé à la fois par la droite chrétienne et la Syrie. Un tel candidat ne pourra être, dans la conjoncture actuelle qu'un homme de « seconde zone », « une personnalité faible » ainsi que l'a défini la presse bourgeoise.



La gauche libanaise et la résistance palestinienne dans le conflit DES POSITIONS TACTIQUES

La résistance palestinienne et la gauche libanaise étaient sorties renforcés de leur conflit ouvert avec la Syrie qui n'a pu facilement opérer sa mainmise sur la résistance et instaurer un Etat fort au Liban.

Les concessions réciproques qui ont couronné les récentes discussions entre le leader de l'O.L.P., Yasser Arafat, et le président syrien Hafez el Assad, se sont traduites par la non-entrée de l'Armée de libération palestinienne (contrôlée par les officiers syriens) dans les camps palestiniens, et par le retrait d'une partie des troupes syriennes qui avaient pénétré au Liban.

La résistance palestinienne se sent assez puissante après un an de guerre civile pour attaquer frontalement la politique syrienne.

Au niveau libanais, le combat de la gauche, dont le leader est le bourgeois réformiste Kamal Joumblatt, ne vise pas aujourd'hui l'application de son programme de réformes élaboré au cours de l'été 1975. Ce programme n'est qu'un moyen de pression tactique dont elle use pour obtenir certaines concessions politiques concrètes à court terme de la part des deux fractions, musulmane et chrétienne, de la bourgeoisie. Les revendications de fond de la gauche portent sur sa représentation au sein du futur gouvernement et sur le choix du prochain président.

Souplesse au niveau de la solution de la crise libanaise, intransigeance sur l'Etat palestinien autonome, telles semblent être les positions de la gauche libanaise et de la résistance palestinienne. Ces deux points sont étroitement liés l'un à l'autre, ces positions ne peuvent être que précaires et tactiques. La balle est aujourd'hui dans le camp de la bourgeoisie maronite. Acceptera-t-elle la « faiblesse » syrienne face à la résistance ? Acceptera-t-elle la main tendue (par dessous la table) de la gauche ? Empêtrée dans

ses profondes contradictions qui ont été exacerbées par la guerre civile, elle est aujourd'hui très divisée sur ces questions. Elle devra trancher dans les jours prochains.

N.A.

POLOGNE

Au congrès des jeunes polonaises

REPRISE EN MAIN DE LA JEUNESSE

L'objectif principal du Congrès des jeunes polonaises qui s'est ouvert le 27 avril à Varsovie est d'instituer une nouvelle organisation de la jeunesse : l'Union des jeunes socialistes (ZSMP), issue de la fusion des trois organisations existantes : l'Union des jeunes socialistes (1,2 millions), l'Union des jeunes socialistes paysannes (1,1 million), et l'Union socialiste des jeunes militaires (2,6 millions). Quant à l'Union socialiste des étudiants polonais (300 000), elle a refusé la fusion, tout comme en 1973, lorsqu'elle avait essayé d'éviter son incorporation dans la Fédération des Unions socialistes des Jeunes polonaises. C'est que la création de cette dernière amorçait déjà l'opération visant le renforcement du contrôle idéologique sur la jeunesse, que vient de parachever à présent le projet d'une organisation unique. Voici comment le quotidien *Zycie Warszawy* du 17 mars présente le projet de programme de la future organisation : la tâche principale de la ZSMP sera d'assurer une éducation socialiste des jeunes », telle que « ceux-ci puissent répondre efficacement à l'appel du parti sur l'amélioration de la qualité du travail et des conditions de vie de la nation ». La tâche sera de « former l'esprit civique de la jeunesse, en propageant l'axiome que nation, parti et Etat constituent un tout indissociable ». Il s'agira également de « préparer les meilleurs membres de la ZSMF à l'adhésion au parti », le nombre des nouveaux « apparatchiks » issus de cette pépinière du POU (Parti communiste) étant le critère de l'efficacité de son activité idéologique et politique. Enfin, « le devoir individuel de chaque membre » sera de « relever ses qualifications professionnelles et autres et de s'intégrer le plus rapidement possible à la vie professionnelle ». Il est dès lors évident que la bureaucratie au pouvoir tend à transformer le mouvement de jeunesse en Pologne en une simple courroie de transmission de sa politique : autrement dit, en un lieu idéal d'embrigadement et de bourrage de crâne. Que l'organisation étudiante qui, de par sa nature corporative a toujours gardé une certaine indépendance refuse de s'associer à cette entreprise n'exige guère de commentaire. On peut par contre, se demander si elle parviendra à s'en abstenir longtemps, sa marge de manœuvre étant déjà considérablement réduite par son appartenance à la Fédération des Unions socialistes des Jeunes polonaises.

Juliette Warszawski.

politique

LOUVIERS

VICTOIRE DU COMITE D'ACTION DE GAUCHE AUX ELECTIONS MUNICIPALES

Par 3439 voix contre 2 678 à la liste de droite, le Comité d'action de Gauche (CAG) a remporté dimanche les élections municipales de Louviers. Il a donc bénéficié du report des voix socialistes et communistes, PC et PS ayant appelé entre les deux tours à « faire barrage à la droite » sans donner de consigne de vote plus explicite.

le CAG trouve son origine dans les mobilisations de Mai 68, à l'époque où son animateur, le docteur Martin, drapé dans l'écharpe tricolore de maire dont il ne laissait voir que le rouge, défilait avec les syndicats, appelait à cesser le travail partout, multipliait les réunions publiques, décrétait la gratuité des services municipaux. S'il constitue une survivance de 68, la survivance demeure assez vivace pour l'emporter contre la campagne d'ordre de la droite. Il administre ainsi la preuve, contrairement aux alarmes électoralistes du PCF, pour qui les hardiesses du docteur Martin effraieraient l'électorat, que les expériences de contrôle t de démocratie directe, même limitées et confuses, on su faire naître un intérêt et une confiance durable dans la population travailleuse.

Elu, le CAG se propose, ainsi que nous le rappelait le docteur Martin (Rouge du 21/4/76), d'illustrer « ce qui sépare une municipalité auto-gestionnaire et socialiste d'une municipalité gestionnaire et bureaucratique ». Il envisage de mettre sur pied « un conseil consultatif municipal, sorte de contre-pouvoir au conseil municipal ». Les révolutionnaires suivront tout au long de l'année qui vient cette expérience avec le plus grand intérêt. En effet, si les élections municipales de l'an prochain feront l'objet d'une bataille politique centrale contre la politique du régime Giscard, elles offriront aussi l'occasion de juger la politique de l'Union de la Gauche à l'épreuve de la gestion municipale.

Le CAG devra alors, dans un débat de portée nationale, lever les ambiguïtés de sa propre campagne dans un sens ou dans l'autre. De par

une définition strictement locale, évitant de se prononcer sur le Programme commun, il a pu bénéficier entre les deux tours des soutiens les plus hétérogènes, y compris de celui des radicaux de gauche. Mobilisé pour battre la droite, il a glissé insensiblement vers des formules où s'estompent ses propres projets : « contre la droite, c'est-à-dire les intérêts privés ; toute la gauche, c'est-à-dire le bien public » ; il a également de plus en plus mis en valeur sa compétence sur la connaissance des dossiers, que les thèmes initiaux d'« information, participation, contrôle ».

Cette dynamique est dangereuse. L'épreuve difficile d'une gestion municipale expérimentale, trop isolée des autres municipalités de gauche enfoncées dans la gestion traditionnelle, peut accélérer une logique électoraliste où les projets initiaux s'effaceraient derrière la volonté de préserver coûte que coûte les acquis.

C'est donc après la victoire de dimanche que vont s'imposer les choix qui n'ont pas été faits au préalable.



BRETAGNE

FRANKIZ EVIT PIERRE LOQUET

(liberté pour Pierre Loquet)

Par décision de la Chambre de contrôle de l'instruction de la cour de sûreté de l'Etat, deux militants autonomistes bretons Dominique Crochard et Gérard Coridon ont été libérés après neuf mois de détention arbitraire. Mais Pierre Loquet, arrêté et inculpé avec eux est toujours détenu à la prison de la Santé. Depuis le 19 avril, il a commencé une grève de la faim. Bien que très affaibli, nous l'avons rencontré le 29 avril à la Santé.

« je risque l'amputation des jambes »

Pourquoi fais-tu la grève de la faim ?

Pierre Loquet : « Pour être libéré ! Notre instruction est terminée depuis le 7 avril, notre dossier est entre les mains du gouvernement. J'ai des problèmes familiaux très graves. Ma maison va être mise en vente début mai ! Depuis le 19 avril, je refuse tout médicament (notamment les anticoagulants nécessaires pour mon artère) ». Par contre j'accepte tout contrôle journalier concernant la grève de la faim ».

Et s'ils refusent ta libération ?

Pierre Loquet : « On continue ! On va aller jusqu'au bout. Je risque l'amputation des jambes, les pédieux (artères du pied) sont bouchés. Il y a

une pétition qui circule dans les milieux médicaux à l'initiative du docteur Caro et du docteur Crozier et Salomon demandant que je sois libéré pour qu'on puisse me soigner correctement. Un expert cardiologue de Versailles, désigné par le juge d'instruction, devait venir me voir pour des examens. Il n'est jamais venu mais il a fait un rapport comme quoi je pouvais rester en prison ! J'ai porté plainte contre lui (en effet depuis deux ans je souffre d'artérite). J'ai perdu 10 kilos en dix jours » Je suis très fatigué, je ne peux plus répondre au courrier, mais toutes les lettres sont les bienvenues ! »

Pierre Loquet, détenu politique breton n° 18067 1/73 Santé 75014 — Paris.

L'élection législative partielle de Tours et les candidatures d'extrême-gauche

LA LEÇON DE CHOSES

« Les révolutionnaires qui jouent à cache-cache, ça n'intéresse personne » écrivait Hervé Hamon dans le dernier numéro de Politique-Hebdo, à propos des trois candidatures d'extrême-gauche à Tours. Car ce qui vient de se produire pendant, et surtout, après les négociations unitaires, constitue un précédent suffisamment grave pour que nous jugions nécessaire d'y revenir longuement. Les documents et la mise au point que nous publions

aujourd'hui permettront à chaque camarade d'en juger.

D'autant qu'à quelques mois d'échéances politiques décisives - municipales en 1977, ou même législatives anticipées à l'automne - il nous apparaît plus qu'urgent de relancer le débat sur la stratégie des révolutionnaires face à l'union de la gauche. La leçon de choses de Tours nous offre l'occasion d'avancer dans ce sens.

UNE RUSE UN PEU GROSSE ?

Notre dernier congrès a précisé les fondements de notre politique unitaire. Ils permettaient de fixer un cadre nouveau aux rapports entre organisations d'extrême-gauche. L'enjeu est d'importance.

D'autres semblent préférer les usages plus traditionnels. C'est dommage, mais c'est le fait. Nous avons publié une Tribune des candidats « des luttes » et reçu une mise au point (voir ci-dessous) signée PSU-GOP-Révolution ! : pièces de décor de la partie de cache-cache que montent ces camarades.

Alors publions les documents et reprenons point par point.

Les faits

Nous avons eu nationalement, deux réunions unitaires. A la première, le PSU et la GOP propose une candidate, mais pas de plate-forme. Nous demandons l'inversion de la démarche : discuter d'abord la base politique de la campagne, puis les modalités de la candidature.

Notre projet (document n°1) est d'emblée refusé. Pour ne pas sembler en faire un préalable, nous proposons au PSU et à la GOP de rédiger eux-mêmes un texte. Sort un projet sur lequel nous exprimons deux désaccords principaux : absence de référence à la situation politique présente ; absence de démarcation vis à vis du PC et du PS. Nous demandons alors aux camarades de revoir leur texte dans ce sens et prenons rendez-vous pour le lendemain (2 jours avant la date limite de dépôt des candidatures).

Seconde réunion : la nouvelle version (document n°2) n'est guère différente. Nous proposons un amendement extrait de notre projet : « Le PC et le PS, pourtant majoritaires dans le pays, ne semblent pas pressés de chasser la clique au pouvoir. Leur mot d'ordre est : respect des institu-

tions — pas d'affrontement avec le pouvoir. Ce qui débouche sur une paralysie complète : attendre les élections de 1978 ; surtout ne pas s'appuyer sur les mobilisations naissantes, pour, une fois au gouvernement, ne pas sortir du cadre du Programme commun — c'est à dire gérer le système ». Refusé. Nous demandons aux camarades de rédiger eux-mêmes. Nouveau refus : il ne s'agit pas d'un désaccord sur la façon d'opérer la critique, mais du refus d'intégrer toute critique de PS et du PC dans la plate-forme.

Ceci permet de revenir sur la mise au point/rectification PSU-GOP-Révolution !

1°) « La LCR reconnaît qu'elle a rompu les négociations ». Tour de passe-passe mineur, mais qui illustre la qualité des méthodes. Il y eut constat réciproque du désaccord. Si les camarades veulent dire que nous avons quitté la salle : c'est un fait exact. Et difficilement évitable dans la mesure où nous étions dans les locaux du PSU. Mais les « rectificateurs » veulent glisser l'idée qu'ils étaient prêts à poursuivre la négociation. Alors que sur place, personne ne voyait quoi poursuivre : nous, exigeant la critique de l'Union de la Gauche, les autres en refusant la mention.

2°) « La LCR prétendait imposer, comme préalable, la totalité de son programme... » Chacun peut juger (ci-dessous) cette assertion dérisoire. De plus, répétons-le, nous n'avons discuté que le projet PSU-GOP.

3°) « La LCR prétend qu'elle a rompu les négociations uniquement sur un refus qui lui aurait été opposé de toute référence critique à l'UG... »

Phrase admirable : « Un refus qui lui aurait été opposé » ! Ainsi, ni reconnaissance du refus qui a été opposé, ni dénégation. PSU-GOP-Révo-

lution ! ne se prononcent pas. Pensez, la mémoire se trouble après trois semaines : les souvenirs s'échappent.

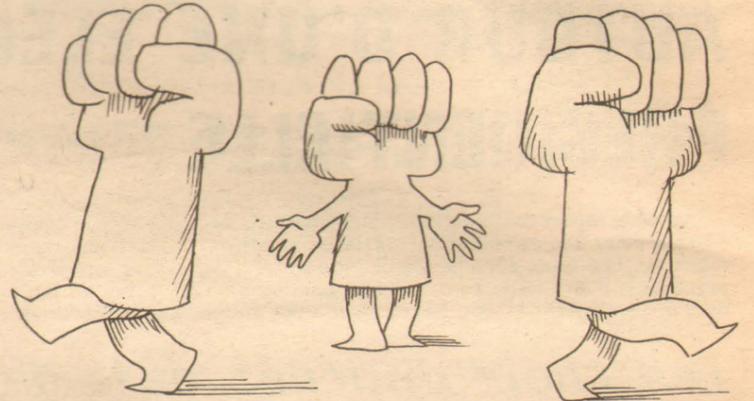
Mais était-ce le vrai sujet de la rupture ? Nous n'avons ni la réputation, ni l'habitude de taire nos désaccords. Et nous ne voyons pas très bien l'intérêt que nous aurions à la faire. A moins d'avoir voulu coûte que coûte présenter un candidat LCR. Ce que personne ne pense, ni ne nous reproche. Mais, si les camarades pensent que là n'était pas vraiment le motif de la rupture, pourquoi n'ont-ils pas accepté ce que nous réclamions pour démasquer notre duplicité ?

4°) Une semaine après le dépôt des candidatures, les camarades publient une nouvelle plate-forme intégrant une critique du PC et du PS ! Il est quand même extraordinaire que dans aucun de leur textes ils ne donnent la moindre explication de ce miraculeux revirement, opéré alors qu'une candidature commune n'est plus possible.

Voilà donc les faits. Troublants. Est-ce à dire qu'il n'y avait pas d'autres problèmes ? Si, bien sûr. Le plus important porte sur la notion de « candidature des luttes ».

Deux versions de la candidature des luttes :

Lorsqu'il y avait refus de critiquer l'Union de la Gauche, l'idée avait sa cohérence : permettre à des représentants de lutte de prendre la parole sans leur imposer de choix entre les différentes stratégies qui se confrontent dans le mouvement ouvrier. Nous avons, avec cette conception, une divergence d'orientation : on ne peut mener une campagne « extérieure » aux débats politiques centraux. Aujourd'hui le problème est différent : ayant inclus une critique de l'UG, se présenter comme porte parole des luttes en général, est mystificateur et manipulateur.



« Seule une candidature révolutionnaire qui s'affirme sans ambiguïté comme l'expression des luttes, des mouvements de masse... » disait la Tribune. Tout est là. On ne peut, sans manipulation, développer des positions révolutionnaires et être l'expression des luttes dans une campagne politique : nous n'aurions pas nos débats si les mobilisations de masse se reconnaissaient dans les positions politiques révolutionnaires.

Qui peut se prétendre porte-parole de la grande grève des PTT ? De celle des cheminots ?... Un révolutionnaire ? Alors qu'environ 90% des grévistes votent PC ou PS ? C'est à tel point vrai que lors d'une conférence de presse de M. Surduts, des « représentants » de la lutte de Fougère et autres ont pris la parole... La question étant posée, ces « représentants » ont bien dû convenir qu'ils étaient des militants politiques et n'étaient mandatés par personne. Cette pratique ne peut que discréditer l'extrême-gauche.

L'affaire prend toute sa saveur au vu des candidatures en présence. En quoi, la camarade Surduts, militante du MLAC à Paris et de Révolution ! est-elle plus représentative des luttes que F. Castello, candidat LCR et une des syndicalistes actifs d'une récente grève dans la métallurgie de Tours ? Mystère ! Voilà un droit de préemption nouveau et surprenant.

Etant donné ces désaccords, une candidature unitaire était-elle utopique ? Nous ne le pensons toujours pas. Nous n'acceptons pas que des cartels d'organisations. Nous sommes tout à fait pour la participation de militants « inorganisés ». A deux conditions : 1° Qu'ils le fassent soit en tant qu'individus, soit mandatés par une structure de masse, et non pas au nom de quelque chose d'indéfinissable

2° Que ce soit sur la base d'une plate-forme claire. Et sur ce point, la

nouvelle version montre que l'accord était possible.

Et maintenant ?

A l'heure où la direction du PSU annule les débats et rencontres qu'elle nous avait elle-même proposés. A l'heure où elle choisit de discuter

La préparation des municipales prioritairement avec le PS et le PC, cette volte-face conjuguée avec Révolution ! et la GOP (!!) apparaît clairement pour ce qu'elle est : une petite manœuvre... au détriment de l'unité de l'extrême-gauche et de son crédit. C'est à la fois lamentable et irresponsable.

Mais désistez-vous donc, nous lançons maintenant ces ingénus. Ainsi, la LCR, organisation révolutionnaire de loin la plus implantée à Tours (tous l'admettent) disparaîtrait de la bataille. Ceci n'est pourtant pas l'aspect essentiel : faute d'un accord unitaire, nous n'avons aucune garantie sur la façon dont la campagne PSU-GOP-Révolution ! va être menée, d'autant plus qu'elle prend dès son début un aspect manipulateur.

Enfin, ce serait une prime à la manœuvre. Car le petit scénario que nous avons du prendre le temps de démonter peut se renouveler à chaque initiative. Dans un premier temps on refuse des choses élémentaires. La LCR s'en va. On corrige et nous accuse de sectarisme.

Voilà, le résultat est assez catastrophique. Il semble qu'il faille en passer par là avant que ne soient admis des cadres corrects de confrontation. Insistons quand même sur l'urgence. En Europe, la révolution presse le pas. Les organisations révolutionnaires doivent peser leurs responsabilités nouvelles.

L'extrême-gauche n'avancera pas si elle ne voit dans la politique unitaire comme le dit Mérijä Surduts, qu'une suite de ruses un peu grosses.

Y. Salesse, membre du Bureau Politique LCR

DOCUMENT 2

Plate forme proposée par le PSU et la GOP lors des négociations unitaires

CONTRE TOUTES LES REPRESSIONS POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS.

1) Royer représente tout ce contre quoi nous luttons :

- pour le droit des femmes à disposer librement de leur corps. Pour la contraception et l'avortement libres.

- pour le droit à la formation, contre la Loi Royer qui place les jeunes sous la coupe du patronat.

- contre la ségrégation urbaine et les parcs à ouvriers que construit Mr Royer. Pour le contrôle populaire sur l'aménagement de l'espace.

- contre les déserts culturels, tel celui que Mr Royer organise à Tours.

2) Le pouvoir peut être battu. Mais nous ne pouvons nous contenter de faire confiance à des élus. Nous entendons contribuer à la défaite du pouvoir en développant les luttes qui le mettent en difficulté.

- comme celle, exemplaire, des postiers, qui auraient pu l'emporter s'ils avaient été soutenus plus largement et relayés par d'autres luttes.

- comme celle des paysans du Larzac qui

ont su empêcher l'extension du camp militaire.

- comme celle des viticulteurs et de tous les agriculteurs contre les conditions actuelles de la commercialisation des produits et pour le contrôle du marché.

- comme celle de tous ceux qui refusent la généralisation du nucléaire et s'opposent à des décisions qui mettent en danger toute une région (Loire nucléaire).

3) Pour que la défaite de la droite se transforme en victoire des travailleurs, nous devons tout mettre en œuvre pour que les luttes de masse s'organisent et s'unifient sur tous les fronts.

Comme nous l'avons fait en participant activement au soutien et à la popularisation des luttes des soldats pour le libre exercice des droits démocratiques dans l'armée. Pour la levée des inculpations, la suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat.

- des étudiants contre la main-mise du patronat sur l'Université et contre la sélection massive.

- des travailleurs de LIP, contre les démantèlements, les licenciements, la liquidation.

4) Pour qu'une victoire populaire ouvre la voie au pouvoir des travailleurs. Il faut soutenir et développer les actions qui leur permettent de s'organiser eux-mêmes.

- contre le chômage par l'autoréduction du temps de travail.

- contre l'augmentation du coût de la vie

par le contrôle des habitants sur les loyers et les charges.

- par des décisions prises dans des assemblées générales d'atelier, de quartier et pour l'auto-organisation des travailleurs.

Contre la répression, pour la Libération des femmes

- pour une justice indépendante du pouvoir.

- contre l'extension des pouvoirs de la police.

- pour le pouvoir aux travailleurs.

DOCUMENT 3

Dans le cadre du « droit de réponse » que nous accordons aux organisations du mouvement ouvrier mises en article paru dans Rouge du 27 avril 1976.

mise au point

L'article paru dans le quotidien Rouge du 27 avril 1976 sous la signature de Pierre Julien, à propos des élections législatives partielles de Tours appelle quelques remarques et mises au point de la part des organisations mises en cause (PSU, GOP, et Révolution !).

1) La LCR reconnaît qu'elle a « rompu les négociations » : comment peut-elle s'étonner quelques lignes plus loin de ne pas avoir été associée à la mise au point définitive de la plate-forme. La LCR nous accuserait-elle de s'être exclue elle-même ?

2) La LCR prétend qu'elle a rompu les négociations uniquement sur un

refus qui lui aurait été opposé de toute référence critique à l'Union de la Gauche ». Mais elle affirme quelques lignes plus loin, qu'elle « dénonce » la conception même de la campagne. Bref la LCR reconnaît que le désaccord porte moins sur le contenu de la plate-forme que sur le type même de candidature proposée.

3) La LCR affirme « que la plate-forme constitue un progrès et que présentée telle quelle au début du processus unitaire elle aurait pu servir de base à un accord ». Mais aujourd'hui, le principal argument invoqué pour refuser un tel accord c'est

que « la campagne est lancée ». Or le quotidien Rouge titrait « une erreur encore évitable ».

En fait, « au début du processus unitaire », la LCR prétendait imposer comme préalable la totalité de son programme et de ses positions, soi-disant minimales et en réalité contradictoires avec les positions de certains d'entre nous. Aujourd'hui la LCR reconnaît donc que ses propositions unitaires n'étaient qu'une façade.

Quant aux insinuations et calomnies elles ne discréditent que leur auteur.

ETUDIANTS

DOCUMENT 1

Plate forme proposée par la LCR lors des négociations unitaires

Dans la situation politique nouvelle marquée par la victoire de la gauche aux cantonales et l'essor des luttes, l'élection de Tours fait figure de test national.

Royer a toujours voulu se présenter comme un homme au-dessus des partis. Mais ceci ne trompe plus guère. Potentat local soutenu par l'ensemble du patronat, il mène un combat inlassable de gardien de la paix et de l'ordre social. Ses campagnes pour l'ordre moral, contre les syndicats marxistes et pour la reconnaissance de la CFT, montrent la véritable couleur de sa démagogie.

Débordant parfois Giscard sur sa droite, il défend les mêmes intérêts que lui : ceux de la bourgeoisie menacée par la montée des luttes populaires. Nous savons ce qu'ils nous proposent : chômage et baisse du pouvoir d'achat. Et derrière les discours réformateurs : la répression. Police et hommes de main contre les travailleurs en grève, les Corses, les vigneron, les manifestations étudiantes ; prison pour les soldats ; licenciements et intimidation des militants syndicaux... Sur le plan international : aide à Spinoza, collaboration avec la police espagnole, relations avec toutes les dictatures complètent le tableau de leur politique.

Il faut battre Royer. Ce serait un nouveau coup pour le pouvoir. Mais cela ne nous en débarassera pas. Or le PC et le PS, pourtant majoritaires dans le pays, ne semblent pas pressés de chasser la clique qui gouverne. Leur mot d'ordre est : respect des institutions, pas d'affrontement avec le pouvoir. Ce qui débouche sur une paralysie complète : attendre les élections de 1978 ; surtout ne pas s'appuyer sur les mobilisations naissantes pour, une fois au gouvernement, ne pas sortir du cadre du Programme commun. C'est-à-dire gérer le système.

C'est pourquoi nous présentons un candidat, qui montrera une autre orientation possible. Le pouvoir est en position de faiblesse. Le moment est favorable pour imposer nos revendications. Les travailleurs l'ont bien senti, depuis les cantonales. Mais partout ils se heurtent à l'intransigeance du patronat et du gouvernement. Cheminots, travailleurs de la métallurgie et autres peuvent frapper ensemble pour exiger la satisfaction des revendications essentielles qui sont communes. Face à l'incurie de la classe dominante, ils peuvent développer des initiatives de contrôle ouvrier. En liant cette lutte à celle des autres couches touchées par la crise et la politique gouvernementale, comme cela fut ébauché avec les vigneron, avec les femmes qui refusent leur oppression, comme les étudiants et lycéens en lutte le proposent aujourd'hui ; en appuyant la création d'un syndicat de soldats, garantie pour que le contingent ne soit pas utilisé dans un mauvais coup par la droite : il est possible de faire céder Giscard ou de le mettre à la porte.

Une telle mobilisation peut passer par une victoire électorale. A condition qu'elle s'appuie sur l'auto-organisation, la démocratie la plus large pour ceux qui luttent, la solidarité active avec les peuples opprimés et les travailleurs des autres pays, elle préparerait la prise du pouvoir par les travailleurs pour l'instauration du socialisme autogestionnaire que nous voulons, seule solution réaliste à la crise actuelle du système capitaliste.

NON A LA CAPITULATION

Le collectif national étudiant l'a rappelé hier : le mouvement n'est pas opposé par principe à toute négociation, mais en l'occurrence il n'y a rien à négocier. Car la réforme du deuxième cycle est inamendable. Les prétendues « concessions » du pouvoir dont l'UNEF et le SNESup prennent prétexte pour appeler à la reprise des cours l'ont prouvé : la réforme est maintenue. Ces organisations proposent simplement de capituler. La coordination nationale étudiante qui se tiendra demain, 5 mai, à Lyon n'en est que plus importante.

— Coordination lycée parisiens : aujourd'hui 16 heures Jussieu (la grève du 7 Mai et la coordination nationale du 8 mai)
— A nos correspondant : téléphonez aujourd'hui avant 16 heures le point sur la grève des facs.

LE POUVOIR N'A FAIT QUE CONFIRMER LA REFORME

« Les reculs du pouvoir portent sur l'essentiel » ont déclaré l'UNEF et le SNESup le 2 mai. Pour justifier leur appel voilé, mais sans ambiguïté, à la reprise des cours. Or qu'en est-il ? Qu'a déclaré le Secrétariat d'Etat aux Universités lors de sa réunion avec la commission permanente de la conférence des Présidents d'Université ou avec le SNESup ? Il n'a fait selon ses propres termes que « confirmer » la réforme. Que disent en effet les textes officiels diffusés lors de ces négociations par Alice Saunier Seïté ?

1 - « Que les formations fondamentales seront maintenues dans les universités qui le demanderont ». Que de largesses quand on sait que, l'arrêté portant réforme du second cycle n'étant pas abrogé, ces habilitations (reconnaissance) de « formations fondamentales » pourront être remises en cause par le secrétariat d'Etat quelques années plus tard. Comme le prévoit l'article 27 de l'arrêté, elles ne seront aucunement définitives. Belle garantie !

2 - « Que le caractère terminal de la licence ne fera pas obstacle à l'apour-suite d'études universitaires au niveau de la maîtrise ». Au lieu d'un recul, c'est une confirmation du caractère ter-

minal de la licence, c'est à dire de la remise en cause de l'unité du second cycle. Le système de sélection-élimination après la première année du deuxième cycle est maintenue.

3 - « Que la règle posée par l'alinéa 1er de l'article 12 ne souffrira que d'exceptionnelles dérogations qui seront accordées uniquement au vu des programmes et non pas en fonction de la localisation des études antérieures ». Derrière le charabia législatif, c'est la poursuite d'études commencées jusqu'au DEUG dans une université différente qui est en cause. Là encore, cette fausse concession ne coûte rien. Les universités étant concurrentielles, il n'y a aucune difficulté à justifier les dérogations en prétendant que les programmes sont différents. Et l'adjectif « exceptionnel » ne change rien au fait que le DEUG obtenu dans une université pourra ne pas être considéré comme valable pour accéder au deuxième cycle dans une autre université.

4 - « Que le rôle des groupes techniques est purement consultatif ». C'est tout benoîtement ce que dit textuellement l'arrêté.

5 - « Qu'un programme technique d'action prioritaire est inséré dans le VII^e plan pour permettre aux universités la mise en place de filières nouvelles ». Cela ne donne aucune garantie sur la nature des filières ainsi créées. Déjà le VII^e plan prévoyait de tels crédits pour mettre en place des filières « professionnalisées », soumises au patronat comme les maîtrises de Sciences et Techniques. Le gouvernement n'a jamais refusé de financer des filières répondant au besoin des patrons !

6 - « Des critères nationaux seront définis par le secrétariat d'Etat en accord avec les instances nationales élues pour garantir le cadre des diplômes nationaux ». Un léger recul puisque l'arrêté prévoyait que ces critères seraient définis par les « groupes techniques » d'habilitation des diplômes. Mais qui n'a pas de sens tant qu'aucune précision n'est donnée sur la nature des nouveaux critères nationaux.

26 UNIVERSITES A LA COORDINATION DES ENSEIGNANTS EN GREVE

La coordination nationale des enseignants en grève s'est réunie à Paris le 2 mai. Dans 26 universités, des AG d'enseignants ou de sections syndicales en grève y avaient mandaté des représentants.

Le débat, parfois houleux, qui s'est poursuivi jusqu'à minuit, a porté essentiellement sur la situation de la grève, les blocages des directions syndicales mais aussi sur la question des mots d'ordre et des examens. La résolution adoptée réaffirme que les enseignants sont en grève pour l'abrogation de la réforme du second cycle et non pour des négociations qui n'ont pas remis en cause la logique de cette réforme. En grève aussi pour la sécurité d'emploi, contre le licenciement des vacataires, pour la titularisation des non-titulaires. La coordination a également condamné la politique des directions syndicales qui ont refusé de reprendre l'appel à la grève générale et ont tenté de briser le mouvement de grève. Elle appelle « les AG d'enseignants à reconduire et étendre la grève. Elle refuse en tout état de cause de participer d'une quelconque manière à une reprise des cours sans l'accord des AG étudiantes. Elle engage les enseignants en lutte à participer à la coordination étudiante de Lyon, à organiser les actions avec les étudiants pendant la grève et à organiser collectivement la lutte contre le développement de la répression » et « à rechercher avec les étudiants une position commune sur les modalités de délivrance des diplômes le moment venu ». Une nouvelle réunion est prévue le 9 mai, à 10 h, à la faculté parisienne de Jussieu.

TRIBUNE libre

L'Ecole émancipée tendance révolutionnaire de la FEN

C'est l'ensemble de la jeunesse scolarisée qui exige l'abrogation des décrets arrêtés et circulaires mettant en place les réformes Soissons-Haby... Ces luttes viennent frapper de plein fouet un gouvernement par ailleurs mis en difficulté par la crise économique et les luttes ouvrières. Durant les 2 mois de luttes le gouvernement a minimisé le mouvement, a menacé les étudiants notamment en ce qui concerne les examens, et est intervenu de manière extrêmement brutale dans les manifestations.

Face à ce refus global du pouvoir, la seule réponse valable était l'extension du mouvement à toute l'Education nationale ce que demandaient les coordinations nationales étudiantes et lycéennes, seul moyen de faire reculer le pouvoir, seul moyen d'intégrer les luttes contre la réforme Haby-Soisson dans les luttes très dures menées par la classe ouvrière contre le chômage et pour ses revendications.

C'est cette position que l'Ecole émancipée a défendue tant dans les instances syndicales que dans les établissements.

De nombreux enseignants du Supérieur, des sections du SNES et du SGEN ont participé par la grève reconductible à la lutte pour l'abrogation de l'arrêté.

Dans le second degré de nombreux enseignants et sections syndicales ont senti la nécessité de rejoindre le mouvement étudiant et de participer d'emblée à la généralisation du mouvement notamment lors des journées nationales des 15 et 22, 23 avril.

Quelle a été l'attitude des directions syndicales de la FEN et de ses syndicats nationaux ? Quand Henry va négocier au nom de la FEN, sans les étudiants, sans même le SNESup annonçant à la sortie qu'Alice Saunier Seïté va revoir son arrêté, va préparer avec lui, un nouveau texte en pleine bataille étudiante, il se conduit en briseur de grèves dans le droit fil des déclarations antérieures : « Alors que se précise une victoire de la gauche en 78, à qui profiterait une situation troublée qui se déclarerait dans le pays ? » Le SNI lance une campagne sur la revalorisation de la fonction d'instituteur !

L'ampleur même du mouvement étudiant a obligé la direction du SNESup à prendre des initiatives : grèves limitées, journées d'action, mais tout en maintenant son refus catégorique de généraliser la grève, y compris après la coordination des enseignants du Supérieur d'Amiens. Depuis plus d'une semaine, tous les efforts de la direction du SNESup rejoignant les directions de l'UNEF renouveau et de l'UN-CAL conduisent à l'arrêt du mouvement en abandonnant l'objectif prioritaire des étudiants : l'abrogation de l'arrêté et de la circulaire, en négociant des aménagements de détail de la circulaire d'Alice Saunier Seïté. La direction du SNES, a plus simplement, déserté le terrain des luttes. Il a fallu attendre la C.A. nationale du 22 avril pour avoir, au plan national, non pas un appel à rejoindre la combat des étudiants et des lycéens, mais un report à 15 jours, le 7 mai, d'une grève de 24 heures, du seul SNES, date choisie délibérément pour casser toute extension du mouvement. Les positions du SNES et du SNESup s'inscrivent dans la logique de leur stratégie de « négociations vétilleuses », de harcèlement pour obtenir une concertation tendant à des améliorations de détail ne remettant pas en cause l'orientation fondamentale des réformes Soisson-Haby.

L'ensemble des directions syndicales de la FEN et de ses syndicats nationaux ont donc conduit à un relatif isolement du mouvement étudiant et lycéen. La grève du SNES et du SNEP du 7 mai ne s'inscrit en aucun cas dans la perspective de grève nationale de l'Education nationale par sa date et par sa plate-forme. Il est donc prévisible et légitime que de nombreux enseignants et nombreuses sections syndicales refusent la logique d'une telle grève et cela d'autant plus que beaucoup d'entre eux auront engagé et continueront à mener des luttes avec les lycéens. L'Ecole émancipée affirme sa volonté de maintenir et de renforcer les liaisons avec les étudiants, lycéens et travailleurs en particulier à l'occasion de journées nationales ou de coordinations départementales y compris le 7 mai 1976. Aujourd'hui, le 2 mai 1976, l'Ecole émancipée réaffirme la nécessité de la grève générale conjointe des étudiants, lycéens, personnels de l'Education nationale, seul moyen d'obliger le gouvernement à renoncer à l'ensemble de ses projets.

NI JULES FERRY, NI RENE HABY par Jeamic, Rozen et Kent

Après avoir analysé la rentabilisation de l'Education dans la réforme Haby (Rouge du 3 mai), nous poursuivons aujourd'hui avec l'analyse de la sélection sociale.

2. LA REFORME SELECTIONNEE

La sélection qui existe déjà dans le système éducatif actuel est largement accentuée et rationalisée par la réforme Haby. La première barrière sélective sera l'âge : en effet l'enfant « doué » (c'est à dire dépendant d'un milieu social cultivé) commencera son CP à 5 ans et, en utilisant toutes les « glissières » atteindra la 6ème à 9ans ; mais l'enfant de milieu social défavorisé qui utilisera « la petite vitesse » atteindra la 6ème à 12 ans voire même 13 si on le fait redoubler son CM2. A moins qu'on ne l'ait mis sur une voie de garage, les sections spécialisées prévues par la réforme. Or, l'orientation prendra ensuite prétexte de l'âge pour, dans l'intérêt même de l'élève, préconiser les filières courtes pré-professionnelles (en 4ème et 3ème) ou les options technologiques en 2ème pour gagner plus vite le marché du travail.

Les nombreuses « portes de sortie » vers des formations insuffisantes spécialisées trop tôt, voire hors du cadre de l'éducation nationale (mais la Formation per-

manente est la panacée !) sont autant de tentations pour les élèves défavorisés, mal à l'aise dans le système éducatif, tentations auxquelles les professeurs souvent désorientés et les familles inquiètes et mal informées ne résisteront pas.

L'introduction du choix des options, à plusieurs niveaux de la scolarité, est aussi un outil subtil de la sélection : les options jugées « utiles » seront préférées par les familles les moins informées ou les plus défavorisées sur le plan financier. Elle amèneront naturellement à des « sorties » aux spécialisations étroites, laissant la « voie royale » à « l'élite ».

Quant aux choix d'orientation, apparemment laissés aux familles, (et nous retrouverons le même clivage social que pour les options), il sera aisément corrigé par les « commissions d'appel » rectorales, instituées pour mieux faire appliquer les structures pré-déterminées de la carte scolaire.

Demain : la main mise patronale.

revue de critique communiste



Directeur de la Publication : Henri Weber
10, impasse Guéméné, 75-004 Paris
(pour toute correspondance)
Abonnement 10 numéros : 60 F

BOURGOGNE ELECTRONIQUE

ON NE BAISSÉ PAS LES BRAS

- Rassemblement hier devant l'usine
- La route bloquée par le personnel une partie de l'après-midi

Les travailleurs de Bourgogne-Electronique ne baissent pas les bras devant l'annonce des 23 licenciements; ils ont tenu hier une réunion devant l'usine. Ils étaient près de 400 à venir débattre des suites de l'action et à bloquer la route qui passe devant l'usine. Ils ont pris un certain nombre de décisions pour s'opposer aux licenciements. Il a été d'abord convenu que tous les membres ouvriers du comité d'entreprise enverraient une lettre où ils préciseraient qu'ils ont voté contre le licenciement de Viellard, délégué syndical, laissant ainsi au patron la responsabilité de la décision. Ils ont aussi envisagé la perspective de création d'un comité de soutien, idée qui a rencontré un grand écho dans l'assemblée; les jours qui viennent donneront peut-être corps à ce projet.

Après cette longue grève les travailleurs ne sont pas prêts à repartir dans un conflit dur. Le soutien est donc une arme essentielle pour la réintégration des 23. Aujourd'hui les 7 délégués qui ont reçu leur avis de mise à pied se présenteront à leur travail avec le soutien de leurs camarades.

Au cours du rassemblement le responsable de l'UD-CFDT a souligné que « ce ne sont pas des négociations autour d'une table, mais les luttes dans l'entreprise qui feront reculer le pouvoir et le patronat » et s'est affirmé favorable à la création d'un comité de soutien.

La CGT a expliqué qu'elle ne participerait pas à un comité de soutien qui serait ouvert à n'importe qui. La mobilisation continue; ceux de Bourgogne-Electronique ne sont pas seuls.

● Les comités de travailleurs africain s'immigrés ont protesté auprès du journal sur le fait que l'article de compte-rendu de la manifestation parisienne du 1^{er} Mai ne mentionnait pas leur présence dans le cortège. Cet article ne prétendait évidemment pas faire une liste exhaustive des organisations présentes; d'autres organisations immigrées qui ont défilé n'ont pas

été citées. Nous confirmons donc bien volontiers que les comités de travailleurs africains étaient une des organisations africaines présentes, comme l'UGTSA qui a elle aussi défilé et que nous avions citée. Nous rappelons à ces camarades que Rouge est prêt à accueillir une tribune des comités de travailleurs africains définissant leur plateforme et leurs perspectives.



PAYSANS

LE POUVOIR IGNORE LA MOBILISATION AUTOUR DES VITICULTEURS

- De nouvelles menaces sur les prix agricoles
- Albert Teisseyre toujours en prison

La mobilisation du 29 avril a donné la mesure du mécontentement accumulé en Occitanie.

Les travailleurs en butte au chômage et aux bas salaires ont pu montrer leur volonté d'offensive, puisqu'on n'avait pas vu depuis longtemps les mineurs des Cévennes venir aussi nombreux aux côtés des chômeurs, des services publics en grève, des immigrés. Autour des viticulteurs s'était nouée l'alliance des étudiants en lutte contre la réforme et des travailleurs. Même si le cortège ouvrier dominait par sa structuration, sa combativité, même si les viticulteurs étaient un peu noyés dans le défilé, regroupés autour de maigres pancartes indiquant leur village d'origine, l'ensemble de la mobilisation était centrée autour de la libération de Teisseyre et de la satisfaction des revendications viticoles.

Le pouvoir a choisi d'ignorer cette mobilisation sans précédent. Albert Teisseyre est toujours emprisonné dans la prison des Baumettes, sa deuxième demande de mise en liberté provisoire ayant été rejetée alors que les poursuites contre les négociants professionnels de la fraude n'aboutissent pas.

Dans le même esprit, les dernières mesures prises par la réunion des ministres de la CEE vont dans le sens d'une atteinte aux prix agricoles et particulièrement pour le vin. Ainsi l'accord entre le négoce et la profession fixant un prix garanti de 10,50 F l'hectolitre (déjà bien inférieur à celui revendiqué par les viticulteurs) prend un mauvais départ.

Ainsi le pouvoir a pris le parti de la fermeté face à laquelle le mouvement viticole et ses alliés doivent trouver la riposte adéquate. Comment faire mieux que le 29? Continuer les contrôles institués par les CAV, resserrer les liens avec la classe ouvrière. Mais c'est surtout une réponse politique de centralisation contre ce régime minoritaire. Les quelques références au Programme commun dans les slogans de la manif du 29, mais aussi les « Giscard-Chirac à la porte! » posaient cette question du débouché aux luttes.

Les directions syndicales, les partis politiques n'ont pas voulu les poser. Cette attitude timorée a été consacrée dans la parodie de 1^{er} Mai qui était proposée aux travailleurs (rassemblement sans manifestation). La mobilisation continue dans le Midi viticole.

LES MONTANTS COMPENSATOIRES

Ce mécanisme a été institué au sein du Marché commun agricole pour corriger l'effet de la dépréciation monétaire. Pour l'exemple de l'Italie, si se trouve que ses produits, du fait d'une dévaluation de plus de 25 % de la lire, sont moins chers dans les autres pays et plus concurrentiels. La CEE prélève donc une taxe sur les exportations et accorde une subvention aux produits importés en Italie. Le réajustement de la « lire verte » de 6 % qui devrait entraîner une augmentation des denrées italiennes a pour corollaire une diminution équivalente des montants compensatoires. Lorsqu'on sait que le prix du vin n'est pas garanti à l'intérieur de la CEE, on peut prévoir que les importations seront facilitées au grand profit du négoce.

vie syndicale

A St Etienne du 4 au 7 mai

CONGRES CGT-SANTE

Aujourd'hui s'ouvre à St Etienne le 34^{ème} congrès de la Fédération CGT des services public, et de la santé. Cette fédération qui compte environ 200 000 adhérents regroupe en fait deux secteurs: santé et social.

Un des points principaux du congrès sera d'ailleurs le processus de séparation en deux fédérations, santé et communales. Commencé par la mise en place à ce congrès de deux directions, le processus se terminera au congrès suivant avec la dissolution de la fédération commune et la mise sur pied de deux organisations séparées.

Le changement de structure est positif dans la mesure où il permet une pratique plus homogène du secteur santé et social. Les autres thèmes importants sont l'action et l'orientation, plus le problème des cadres. La direction fédérale est confrontée à la montée des luttes dans le secteur et à une radicalisation importante des travailleurs de la Santé. Face à cela, elle avance des réponses traditionnelles: renforcer la CGT.

Ces dernières années ont été très mauvaises sur le plan du recrutement, de la diffusion de la Vie Ouvrière — 40 000 actuellement — et d'Antoinette (10 800 contre 11 000 il y a dix ans). Des problèmes importants tels la radicalisation spécifique des travailleuses entraînent de la part des responsables syndicaux des « conseils de pédagogie ». Tout cela s'inscrivant dans le cadre de la campagne de renforcement de la CGT. La direction fédérale essaie de convaincre les responsables locaux

qu'il faut abandonner les « comportements de petits chefs », surtout vis à vis des jeunes, mais en même temps les assemblées générales de travailleurs sont considérées comme minoritaires, manipulées par la CFDT-santé, et donc condamnées comme gauchistes. En conséquence, il y a refus de toute unité d'action prolongée entre les deux syndicats.

On voit donc comment, dans un secteur en pleine mutation du point de vue de la conscience de classe, la direction CGT est bloquée entre la nécessité d'évoluer, de coller à la radicalisation, et le refus de la démocratie ouvrière par peur obsessionnelle du débordement. D'autant plus qu'une des préoccupations de la direction syndicale est le problème des cadres, catégorie qui, pour la CGT, regroupe à la fois les techniciens, les médecins, mais aussi les surveillants dont le rôle est purement hiérarchique. Il ne s'agit donc pas d'effrayer cette catégorie, ni les amener à rejoindre les positions de la classe ouvrière, mais bien plus de flatter leur corporatisme, en les regroupant dans des syndicats à part.

Enfin, ce congrès sera l'occasion d'un soutien réaffirmé au Programme Commun, présenté comme unique solution et cadre d'élaboration puisque, par exemple, dans le secteur de l'Enfance Inadaptée, le document syndical sur la nationalisation dans ce secteur a été élaboré en commun par la CGT, le PC et le PS, et se présente comme un additif au Programme commun.

Correspondant Santé

en lutte

Les quatre fédérations CGT, CFDT, FO et CFTC des employés de banque envisagent « une grève nationale coordonnée et de longue durée » si les négociations qu'elles ont exigées pour le 6 mai sur la satisfaction de leur cahier revendicatif n'aboutissent pas. En effet ces quatre fédérations ont décidé d'exiger le 6 mai de nouvelles négociations: si la réponse de l'association française des banques est négative, elles inviteront les personnels à se préparer à une grève nationale coordonnée et de longue durée devant aboutir à la satisfaction du cahier revendicatif. Après cette consultation, les quatre fédérations se rencontreront pour se déterminer.

AFP

EGF: le directeur du centre de l'île de France Sud a été sequestré lundi par le personnel en grève qui proteste contre les sanctions infligées à quatre militants CGT pour avoir procédé à des coupures de courant à l'occasion de la dernière grève. La réunion avec la direction n'ayant rien donné samedi, la grève a été reconduite à l'assemblée générale de lundi matin.

La CFDT de l'EGF appelle à une journée de grève jeudi 6 mai qui ne s'accompagnera pas de coupure de courant. Pour la CFDT, il s'agit par cette action de « faire pression sur les directions générales sans pour autant gêner les usagers ». Rappelons que la CGT avait lancé, à son seul appel, une série de grève tournantes du 27 au 29 avril.

Cables de Lyon-Clichy: Un gala de soutien s'est tenu dimanche à l'appel de la section CFDT, il a réuni 800 personnes pour écouter des chanteurs portugais et arabes, pour voir la troupe Z et des sketches préparés par le comité de soutien. La lutte continue contre les tentatives de licenciement des délégués syndicaux et les suppressions de postes.

Sur le trust chimie COFAZ et CECA (engrais), une grève aura lieu aujourd'hui 4 mai sur le pouvoir d'achat et la revalorisation des classifications. Cette action fait suite à de nombreux mouvements dont ceux de Bordeaux-Ambarès où le mouvement a démarré depuis le 9 mars.

Correspondant

Beghin-Say: reprise du travail. Samedi, une assemblée générale à Corbehem a décidé la reprise du travail pour lundi matin. Après huit semaines de grève, les travailleurs ont obtenu des garanties concernant les 51 pré-retraites, les mutations, l'annulation des poursuites contre les délégués syndicaux et une avance de 660 F pour le personnel. La lutte continuera à l'intérieur de l'usine contre la politique patronale pour garantir les acquis de la lutte. AFP

Les travailleurs du garage Renault d'Escobrie (Melun) en sont à leur cinquième semaine de grève. La section syndicale CFDT dénonce le « mur du silence qui entoure la véritable situation qui leur est faite dans les garages » et la direction qui « comme les autres, se retranche derrière la crise économique pour préserver et accroître ses profits ». Ils rappellent que d'autres mouvements revendicatifs ont lieu dans les garages de Melun.

1^{er} MAI

LES CHOMEURS ETAIENT PRESENTS



Pour la première fois dans plusieurs villes, les comités de chômeurs ont participé à la manifestation du 1^{er} mai. A Paris, près de 200 chômeurs ont défilé derrière les banderoles d'une dizaine de comités avec l'UD CFDT ; ce cortège très combatif et dont les mots d'ordre « travailleurs avec ou sans emploi, tous unis la lutte paiera », « garantie de ressource pour tous les chômeurs » étaient très applaudis, précédait la CFDT

des services sociaux (ANPE, ASSEDI, ministère du Travail...) qui distribuait un tract écrit en commun avec les comités de chômeurs. De nombreux chômeurs ont pris contact avec les comités au cours de la manifestation. Le pas en avant que représente cette journée pour les comités de chômeurs, fait d'autant plus regretter qu'il n'ait pas été possible de faire un cotège unitaire avec les comités CGT. P.M.

TRIBUNE des luttes

A OLIVETTI ON N'EST PAS CHER PAYE MAIS ON A DES IDEES

au service informatique d'Olivetti-France, la grève dure depuis quatre semaines. Le comité de grève élu nous a fait parvenir l'article que nous publions ci-dessous. Olivetti-France, « la douceur d'écrire, le plaisir d'être lu », fait partie d'une multinationale qui tire son fric de la fabrication de matériels élaborés dans des pays où la main d'oeuvres n'est pas chère (Italie, Espagne, Mexique, Argentine, Japon etc) Olivetti-France : 3301 salariés en 1973, 2850 en 1975. Le chiffre d'affaires, lui, augmente. Mécontents, beaucoup de salariés le sont ; on a réduit les effectifs, on leur demande donc régulièrement de bosser plus, on a pas la réputation de bien payer chez Olivetti.

A cela s'ajoutent les conséquences de l'accord-bidon de juillet 75 sur les qualifications de la métallurgie signé entre les syndicats FO, CGC, CFTC et le patronat.

Bref, cet hiver, le climat était à la grogne. Alors les programmeurs qui n'avaient jamais rien dit ont réfléchi, ils ont constaté ensemble qu'on se foutait d'eux, que leurs qualifications étaient anarchiques. Ils ont interrogé leur hiérarchie et la direction. Pas de réponse satisfaisante. Alors ils ont cessé le travail.

Les négociations avancent, mais pas vite. Au bout de 4 semaines, la direction a admis que si le personnel « soft » (programmeurs) s'est mis en grève, c'est qu'il se pose un certain nombre de problèmes. Qui dira qu'on a une direction qui comprend vite ?

Appuyés par les organisations syndicales CGT et CFDT, une soixantaine d'hommes et de femmes solidaires se sont organisés : les délégués ont été élus en assemblée générale pour représenter les grévistes pour les négociations avec la direction. Une commission a élaboré les revendications, une autre popularise le mouvement et réalise des affiches, les renouvelles ; une bande dessinée relate l'histoire des mouvements, et une bande-vidéo retrace le vie de la grève au jour le jour.

La commission solidarité, chargé de récolter du fric, est pleine d'idées. Dans la bibliothèque et dans le local syndical de la boîte à Aubervilliers, on a ouvert des ateliers.

- avec des vieux collants couleur, du fil de fer et de l'adhésif, on fabrique des fleurs : iris, arômes, oeillers, roses, marguerites.
- avec des perles et du fil on fait des colliers et des bracelets.
- on vend sur les marchés de vieilles fringues.
- on fait des madeleines que l'on a vendues à l'heure du petit déjeuner dans la boîte.

— on brade de vieux bouquins et de vieux disques que nous donnent les copains et les sympathisants, on a cousu des coussins et pour le 1^{er} mai, les grévistes sont allés au muguet.

Bien entendu, les dons sont acceptés.

Le fric, c'est le nerf de la guerre et que les grévistes gagnent de cette manière, ça n'a pas plu aux patrons. L'un d'eux a demandé qu'on évacue la bibliothèque qui ressemblait à un « souk ». Parce qu'il ne faut pas perdre une occasion de rigoler et parce qu'il n'y avait aucune raison d'obtempérer nous leur avons répondu de la manière suivante (extraits) : « Nous nous élevons fortement contre ce qualificatif péjoratif et raciste... Nous considérons ces activités comme saines et s'intégrant pleinement dans le cadre de la campagne nationale pour la revalorisation du travail manuel. Nous ne doutons pas qu'une direction du personnel soucieuse de participer aux succès des grandes causes nationales favorise dans toute la mesure de ses moyens cet élan d'adhésion spontanée de la part des grévistes. »

Comme destinataire, il y avait aussi M. Stolerni, Secrétaire d'Etat... On a pas encore sa réponse. Si on en a une, on vous le communiquera.

Comité de grève Olivetti-informatique.

Avant le 37^e Congrès confédéral

LA CFDT : LE PARLEMENT + LES CONSEILS OUVRIERS ?

Le 37^e congrès de la CFDT, qui se tiendra à la fin du mois, cherchera à faire la synthèse des débats qui parcourent la centrale depuis son 35^e congrès de 1970, où elle optait pour la lutte des classes dans la perspective du « socialisme auto gestionnaire ». Aujourd'hui la confédération elle-même s'interroge :

« On n'ose plus attaquer l'autogestion de front... mais n'est-ce pas une victoire à la Pyrrhus ? ». Faute en effet de s'incarner dans des revendications, des formes d'organisation précises, l'autogestion risque fort de n'être qu'un ornement pour la social-démocratie.

« des institutions auto gestionnaires »

La CFDT semble en être consciente, puisqu'elle parle dans le projet de résolution de « développer des institutions autogestionnaires », « nouvelles formes de pouvoir », au cours du « processus de transition au socialisme ».

Mais que recouvre ce vocable ? Un pouvoir accru des comités d'entreprise, où l'émergence des conseils d'entreprise et de quartier à l'exemple de la Commune de Paris et des soviets en Russie de 1917 ? La direction confédérale n'aime guère employer le mot de « conseils », dont le nom lui semble sûrement de consonnance trop « bolchevique » ! Ainsi on apprend dans *Syndicalisme-Hebdo* que le conseil national a rejeté un amendement de la Fédé Hacutex parlant de « conseils ouvriers et conseils de quartier », « car il a estimé qu'il ne convenait pas de prédéterminer aujourd'hui les formes de ces structures et que la démarche des auteurs de l'amendement relevait quelque peu d'une « stratégie conseilliste », qui n'est pas celle de la CFDT. »

magne (1918), en Italie (1919-1920), en Tchécoslovaquie (1968) serait là pour en témoigner »

Et le rapport général pour le congrès parle lui-même (page 61) de « conseils d'atelier, d'entreprise, de quartier... etc » et précise « les élus au conseil d'entreprise ne recevront pas un chèque en blanc. Ils devront être contrôlés par les travailleurs, qui les ont élus, par des structures à mettre en place : assemblée générale d'atelier par exemple. Là encore, le syndicat s'attachera à animer le débat dans ces structures pour assurer la démocratie et le contrôle des élus ».

Donc, à moins de se quereller sur les mots il semble que la CFDT accepte l'idée des conseils comme organes d'autogestion, et s'oppose à la perspective de gestion tripartite des entreprises nationalisées (Etat-usagers-syndicats) défendue dans le programme commun.

Le vrai débat est donc ailleurs. Il est autour des deux questions suivantes :

- 1) Quelles sont les conditions économiques nécessaires pour que puisse se développer l'autogestion ? Le programme commun remplit-il ces conditions ?
- 2) Si « c'est bien la société entière que vise le concept d'autogestion », le pouvoir des travailleurs peut-il être autre chose que le pouvoir des conseils ? ou encore peut-on concilier les anciennes institutions étatiques avec les « nouvelles institutions autogestionnaires » ?

les nationalisations

La première question est d'importance, à l'heure où Mitterrand affirme solennellement « avec le programme commun, nous resterons dans une économie de marché ». En effet, tant que l'économie est régie par la concurrence sur le marché, l'autogestion des entreprises n'est que la concurrence des entreprises autogérées, c'est-à-dire la division et l'autoexploitation des travailleurs.

Certes la CFDT affirme qu'il ne peut y avoir d'autogestion sans « socialisation des principaux moyens de production, d'échange, et de communication » et parle d'« expropriation des déten-

teurs de ces moyens ». Mais elle ne répond pas à la question : le programme commun qui se contente de 9 nationalisations avec indemnités voire rachat, qui n'attaque pas les multinationales, qui ne touche pas aux moyens de communication (refus de la nationalisation de Hachette), qui n'assure pas le monopole du commerce extérieur mais au contraire respecte le cadre du marché commun, permet-il de passer de l'économie de marché à l'économie planifiée ? Pire, face au PCF, la direction de la CFDT apporte son soutien à Mitterrand qui tout compte fait préfère limiter les nationalisations, quitte à causer un peu plus de l'autogestion !

l'autogestion limitée à l'entreprise et au quartier ?

Alors même qu'elle déclare que le concept d'autogestion concerne l'ensemble de la société, la CFDT affirme que les partis ont vocation « à gérer la société » (*Syndicalisme-Hebdo* N°1598, page 12). Et dans la résolution générale pour le congrès, elle parle de « prise du pouvoir par les forces socialistes », condition pour que s'ouvre « un processus continu d'appropriation du pouvoir par les travailleurs et le peuple » (comme s'il y avait deux sortes de pouvoir, celui d'en haut pour les partis, et celui d'en bas pour les travailleurs !)

En fait, pour la CFDT, doivent coexister les anciennes institutions étatiques qu'il s'agira de « décentraliser » et de « transformer » et les « nouvelles institutions autogestionnaires », les conseils d'entreprise et de quartier. La confédération se fixe pour tâche d'assurer la « complémentarité » et « l'articulation » du pouvoir d'en haut et du pouvoir d'en bas.

Or justement parce qu'elles ne reposent pas sur les mêmes fondements, c'est-à-dire en dernière analyse sur les mêmes classes, il est impossible de concilier les anciennes institutions étatiques héritées du passé, et les nouvelles institutions surgies des masses. Les premières fonctionnant soit par délégation non contrôlée de pouvoir (le parlement), soit par décision hiérarchique (l'armée). Le nouveau pouvoir au contraire fonctionnant sous le contrôle direct des

masses et exprimant à tout moment leur volonté.

Ces deux pouvoirs sont inconciliables. Qui décidera par exemple du plan ? Le Parlement, comme il est affirmé dans la revue *CFDT Aujourd'hui* N°17 (page 53) ou un congrès des conseils d'entreprise et de quartier ? Si c'est le parlement, alors les conseils dont le seul pouvoir sera de gérer l'entreprise dans le cadre d'un plan décidé hors de leur participation directe, dépériront inévitablement pour se transformer en sortes de conseils d'administration ouvriers. Qui décidera des missions de l'armée ? Les conseils ouvriers et de soldats ou la hiérarchie militaire ? La CFDT se contente de parler de « remise en cause de la fonction répressive de l'Etat », mais dans la mesure où elle refuse l'idée de l'introduction de la lutte des classes au sein de l'armée, on peut penser que pour elle il s'agit seulement de « démocratiser la hiérarchie », pas de la supprimer...

Alors le pouvoir d'en haut l'emportera sur les « nouvelles institutions autogestionnaires », car le pouvoir ne se partage pas. Un gouvernement des partis ouvriers ne pourra ouvrir la voie à la transition au socialisme que si, loin de vouloir « gérer », « transformer », « démocratiser » l'Etat bourgeois, il vise à développer, coordonner, centraliser les conseils ouvriers pour leur donner le pouvoir : tout le pouvoir !

R. Yvetot

Les éducateurs luttent

CHANTELOUP CONTROLE CONTINU DES EDUCATEURS SUR LES NEGOCIATIONS

Leclerc, le très réactionnaire directeur du foyer du Petit Chanteloup à Arpajon, est de nouveau sur le fil. L'intrusion d'éducateurs de toute la région parisienne lors de négociations entre la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, la CFDT et Leclerc força la réunion à se prolonger... Leclerc a dû accepter un projet qui prévoit la réintégration de M. Tiza, le dernier licencié d'une longue série, et qui en finit avec l'autorité patriarcale de Leclerc. C'est l'équipe pédagogique, composée de tous les éducateurs, qui devra désormais prendre toutes les décisions importantes. Le représentant de la DDASS a abondé prudemment dans le sens des syndicalistes.

Mais, au dernier conseil d'ad-

ministration, Leclerc tentait de revenir sur le projet d'accord: réintégration de Tiza, mais avec seulement 8 heures par semaine au Chanteloup, refus d'autres réembauches...

La DDASS est lassée de cette affaire, elle a prévenu que si le conflit éclatait de nouveau, elle fermerait le foyer. Et si elle vidait Leclerc ? Ça serait peut-être plus simple.

Nouvelle invasion donc, vendredi dernier: soixante éducateurs viennent contrôler une réunion, mais Leclerc ne veut rien entendre. Qu'il ne se fasse pas d'illusions: cette semaine le CA se réunit de nouveau et il devra trancher. Le contrôle des éducateurs continuera à cette occasion.

P. V.



Foyer de Chanteloup. Assis au deuxième plan, Leclerc, le directeur sequestré par les éducateurs.

Olivet :

Les flics évacuent l'école d'éducateurs... La mobilisation redouble !

Après leur vidage par les flics (cf Rouge de lundi), les travailleurs en formation de l'école d'éducateurs d'Olivet (45) ne sont absolument pas découragés. L'intervention policière a donné un souffle nouveau à leur lutte. Des commissions sont mises en place, des démarches unitaires sont entreprises par les bureaux départementaux de la CGT et de la CFDT auprès de l'organisme gestionnaire, le CRAI. Des motions de soutien arrivent à l'école. Lors de la manifestation du Premier

Mai à Orléans, les mots d'ordre de solidarité avec les travailleurs en formation ont été largement repris. L'union régionale CFDT a diffusé un tract dans toutes les écoles du secteur sanitaire et social appelant « à une grève des travailleurs santé-sociaux pour faire reculer les pouvoirs publics et imposer les justes revendications ».

Après l'occupation du bureau du directeur par les travailleurs en formation, le pouvoir a décidé de frapper fort: en exigeant que tous les oc-

armée

ET REVOILA GARDAVOUFIX !

Le comité de soldats du 92^e Régiment d'Infanterie de Clermont Ferrand n'est pas un nouveau né: malgré les attaques répétées de la SM il poursuit ses activités depuis plus d'un an et demi.

Le dernier numéro de son bulletin, *Gardavoufix*, vient de sortir. Un encart en première page indique qu'il a été « réalisé matériellement par la CFDT, qui souhaite que les liens entre le mouvement des soldats et le mouvement ouvrier se renforce ». « Le contenu de ce journal reste placé sous l'entière responsabilité des militaires appelés du 92^e RI ».

L'IUB CFDT assure également la prise en charge d'un tract du nouveau comité de l'EETAT (Ecole d'Enseignement Technique de l'Armée de Terre) d'Issouire, jumelé au comité du 92^e RI.

Entre autres articles développant les revendications des soldats, *Gardavoufix* consacre une assez large place aux récentes manœuvres faites par le 92^e RI au camp de la Courtine. Manœuvres où, comme disent les soldats « tout (y) était bêtise, gaspillage, inefficacité, mépris du bien-être des hommes ».

Le gaspillage, c'est d'abord celui de la force et de la patience des appelés « usés par de longues heures

d'attente inutiles dans le froid, sur un pas de tir ou derrière un buisson, en vue d'un éventuel combat. Usés par les fameuses manœuvres réglementaires, dont la première s'est déroulée de nuit par une température approchant les -10°, et qui a provoqué l'hospitalisation de nombreux camarades, alors que pendant ce temps le colonel faisait déplacer un chauffeur de jeep pour aller lui chercher des tasses afin de mieux savourer son café ».

Le gaspillage c'est aussi celui du matériel. Surtout de l'essence, « si vous pensez que les nombreux voyages à Bourg-Lastic étaient faits dans un but tactique, détrompez vous. C'était tout simplement pour brûler l'essence que le régiment avait en rab, afin que l'année prochaine on n'en accorde pas moins. En France, on n'a pas de pétrole mais on a des idées, surtout dans l'armée ».

La conclusion reste optimiste malgré tout: « nous avons eu beaucoup de chance contrairement aux soldats du 41^e RI qui, lors de leur dernier séjour au camp ont perdu, le 20 mars, 3 de leurs camarades, tués dans un accident de jeep dû à l'excès de fatigue, au manque de sommeil, de nourriture ».

JF.V.

l'homme des casernes

PREMIER MAI DES SOLDATS, A TOULOUSE

● Une vingtaine de soldats des casernes de Toulouse, Balma et Albi ont participé à la manifestation du 1er Mai à Toulouse, entre les cortèges des U.D. CGT et CFDT. Dans les tracts diffusés sur le parcours, ils dénonçaient une fois de plus les conditions de travail au 45^e RGA de Balma, et les mobilisations anti-ouvrières qui, sous couvert des gardes et piquets de week end, s'organisent dans les casernes (voir Rouge). La protection du SO CGT, et surtout CFDT a permis que le cortège des soldats défile sans problème.

SACRE BOURGES !

● « On a jamais vu de comités de soldats dans les unités ». C'est Bourges qui a dit ça, à la fin de la semaine dernière devant une assemblée de légionnaires. On ne sait pas ce qu'on pensait les légionnaires, mais on peut facilement supposer que la SM, elle, a dû être surprise et peut être même démoralisée: apprendre comme ça, qu'on traque des comités inexistant depuis des mois, ça fiche un coup. Sans parler des dizaines de gars qu'on a fait mettre en prison pour rien. Comment peut-on être coupable de participer aux activités d'un comité qui n'existe pas ?

« Le mouvement contestataire, a ajouté Bourges, est un mouvement marginal. Il est issu de l'anti-militarisme. Je n'ai pas la prétention de le faire disparaître ». C'est beau l'humilité.

AVEC CEUX DE REIMS

● A Reims, la campagne de soutien aux soldats emprisonnés du 1er GCM continue. Une commission d'enquête est en voie de constitution. Si un des soldats vient d'être libéré, cinq autres restent au trou, mutés aux quatre coins du pays. Seul Eric Bizet est encore à Reims.

A St-Amand-Montrond, ville natale d'un des soldats, Bernard Rayon, un meeting a été organisé par le comité Larzac avec une importante participation des paysans-travailleurs.

LE 1^{er} MAI DES SOLDATS ALLEMANDS

● Des soldats de la Bundeswehr ont participé aux cortèges organisés par le DGB, la centrale syndicale allemande dans plusieurs villes: Stuttgart, Francfort, Hambourg, Cologne. C'est à Francfort que la participation était la plus importante avec une délégation d'une douzaine de soldats. Les soldats y étaient plus particulièrement accueillis par les camarades civils du groupe antimilitariste AMAK. « Libre activité politique et syndicale à la caserne », « Solde au minimum vital » (il n'y a pas de SMIC en RFA), « 100 marks d'augmentation immédiatement ». Cette participation encore restreinte des soldats aux cortèges ouvriers a été appréciée très favorablement par les travailleurs. Le tract unitaire des soldats a été diffusé par les jeunes du DGB. Seule la pression de la direction du syndicat a empêché une signature commune.

Correspondance Tom Jordan.

Contre le Conseil de l'ordre

EN RUPTURE AVEC LES SYNDICATS MEDICAUX CORPORATISTES DES MEDECINS S'ORGANISENT

Le 8 mai aura lieu, à Dijon, la première réunion nationale de plusieurs mouvements régionaux de médecins: le mouvement santé-population dans la région lyonnaise, l'Association pour une médecine au ser-

vice des populations de l'Ouest, des mouvements d'Auvergne, de Côte-d'or, de la région toulousaine. Le GIS, le MAS et le SMG présents à titre d'observateurs.

cupants soient fichés, en faisant pression sur le directeur pour qu'il porte plainte, en fermant l'école. Mais il y est allé un peu fort: le directeur et deux de ses proches collaborateurs ont démissionné.

Les travailleurs en formation de l'école exigent l'ouverture de négociations sur la base suivante: dénonciation de l'intervention des forces de l'ordre, dénonciation des conditions de formation, respect et extension du protocole d'accord syndical, réouverture

de l'école, passage du diplôme d'Etat pour les 3^e années, satisfaction des revendications du personnel et des éducateurs en formation concernant la convention collective (heures supplémentaires), gratuité de la formation, etc. La CGT et la CFDT soutiennent ces revendications.

Correspondant

Envoyer des motions de soutien à: UIS - CFDT Bureau départemental Santé-social 5/7 rue du Poirier 45 000 Orléans.

LE MOUVEMENT SANTE-POPULATION

Le MSP est né en 75 dans la région Rhône-Alpes. Il démarre avec un atout important: celui d'être unitaire entre les différentes composantes de la gauche et de l'extrême-gauche malgré les prises de position du PC qui déclarait en février 75 ne pas vouloir être prenante d'un « PSU médical ».

On peut donner deux exemples de l'activité du PSP:

D'une part il est en contact avec la CFDT de Pennaroya à propos des maladies provoquées dans cette entreprise par le plomb. Les travailleurs ayant un taux trop élevé reçoivent une perfusion, se reposent 24 heures, et reprennent leur poste exposé au plomb. Déjà en 72, des médecins du GIS dont certains sont membres aujourd'hui du MSP, avaient aidé à impulser une mobilisation importante sur cette question.

Al'occasion de l'ouverture à Grenoble d'une antenne Securex, (l'office patronale de contrôle des arrêts de travail) une militante du MSP, J.

Bosie, se faisait embaucher pendant 6 semaines. Cela a permis la rédaction d'une thèse qui a aidé les syndicats et les avocats dans les nombreux procès qui ont eut lieu à ce sujet, comme à Caterpillar à Grenoble.

De l'avis des fondateurs: s, les partis politiques sont en retard sur les questions de la santé et des pratiques médicales. Ils considèrent donc que le MSP tout en conservant son caractère unitaire, doit s'élargir encore à des organisations médicales non-affiliées à des organisations politiques particulières.

Un danger guette une telle organisation: celui d'être la courroie de transmission d'un parti politique, en l'occurrence le PS. Lors de la récente mobilisation contre l'ordre, l'élimination de l'extrême-gauche des réunions préparatoires, l'omniprésence de la banderole du PS au détriment d'un maigre carré de coton portant la signature du MSP sont des signes inquiétants sur lesquels on est en droit d'attendre une plus grande rigueur.

Correspondant Lyon

GRENOBLE

Nous nous limitons, faute de place, aux passages les plus significatifs du texte remis à la presse par les 17 médecins de Grenoble.

Nous avons discuté avec deux d'entre eux, sur un point du document: il s'agit du dernier paragraphe proposant le maintien d'instances départementales. Quelle est la signification d'une instance départementale? S'agit-il d'une structure corporative

Nous souhaitons que le corps médical, à travers ses instances collectives, puisse dépasser les préoccupations de sa propre existence pour se tourner vers les grands problèmes de santé de la population.

1) Qu'il participe aux côtés de la population à la détermination d'une politique de santé: qu'il ne constitue pas le relais de la politique gouvernementale en matière sanitaire, et que celle-ci ne lui soit pas non plus imposée par le gouvernement.

2) Que sa position de témoin permanent des problèmes collectifs de santé l'amène à une attitude positive en ce qui concerne l'analyse et les remèdes à trouver à l'égard:

- des conditions de travail, d'habitat, de transport, de nutrition; de toutes les conditions de vie matérielle et psychologique qui sont à l'origine de la plupart des processus pathologiques.
- 3) Qu'il plaide aussi pour un véritable droit à la santé par:
 - l'accessibilité de tous aux soins et à la prévention (tiers-payant);
 - le décloisonnement des activités curatives, préventives et des affaires sociales;
 - par l'information sanitaire du public.
- 4) Qu'il se préoccupe de l'état de l'équi-

« décentralisée » et « démocratisée »? On n'est pas loin alors de la position de « démocratisation » de l'Ordre avancé par le PC? Sinon, qu'est-ce d'autre? Peut-on vouloir d'un côté, comme le demande le texte, associer réellement les travailleurs à la politique de santé, ouvrir le ghetto médical et maintenir des structures de règlement amiable entre les seuls médecins?

M.V.

pement sanitaire du pays, de l'humanisation des institutions de soins et des conditions de vie et de travail du personnel hospitalier.

Nous réclamons la suppression du Conseil national de l'Ordre des médecins.

Nous ne voulons pas cependant qu'il soit porté atteinte au droit par les médecins de constituer des organismes départementaux dont les responsables seraient élus au suffrage direct. Ces organismes auraient des fonctions de conciliation, ils disposeraient de certains pouvoirs administratifs mais ils seraient démunis définitivement de fonctions juridictionnelles.



● Paris: Les médecins du MAS, le Mouvement action santé, dans le cadre de la lutte contre l'ordre organisent le 7 mai de 19 à 23 h à l'Ageka, (177 rue de Charonne) quatre heures sur la santé, débat public où seront abordés les thèmes suivants: Morale médicale et ordre national, le savoir médical: enseignement et partage, médecins, malades, travailleurs hospitaliers, la prévention est elle l'affaire des médecins? Avec la participation des professeurs Liot et Minkowski, et des docteurs Clavreul et Mérat. Le film « le silence des organes sera projeté à 19 h.

● Toulouse: Mardi 4 mai, au matin, les 13 médecins coupables de ne pas payer leurs cotisations à l'Ordre, sont traduits devant le tribunal d'instance. En liaison avec le MAJ et un certain nombre d'avocats, ils ont décidé de se défendre eux-mêmes en mettant en place une véritable défense collective, les avocats limitant leur plaidoirie à de simples points techniques. Le procès de la médecine risque ainsi de devenir le procès d'une certaine forme de justice, celle qui refuse au justiciable le soin de se prendre en charge lui-même. Correspondant Toulouse.

NOTRE QUOTIDIEN DANS LES SQUARES...

Un carré de sable gris, un toboggan, quelques échelles où grimper, quelques arbres, un peu d'herbe (interdite...). Autour du bac à sable, des bancs. Quarante mères pour cinquante gosses. Quelques vieux, des immigrés sans travail. Baignant le tout, le bruit et l'odeur de la rue... Les squares.

Un concentré de l'inhumanité des villes, un lieu complètement artificiel, pour les exclus, les marginaux de la société capitaliste : les gosses, les vieux, les chômeurs, les mères au foyer. Et les flics, bien sûr, où leur échapper ?

Les cinquante gosses grouillent dans le bac à sable, se piétinent, s'agressent, se dénoncent, pleurent... et jouent malgré tout. On se demande comment il leur reste assez de ressort pour jouer, en dépit de la cohue, des interjections des mères « va rendre ça, c'est pas à toi », « regarde, il a pris ton

seau », « tu vas te salir », « tu vas te faire mal »... et se déplacer, anxieuses ou hargneuses, pour une balle « volée », pour une giflette à un audacieux. Pauvres enfants en « liberté » surveillée ! Parqués, hésitant déjà à jouer avec les autres, des inconnus, à jouer de leur corps, c'est que tout est interdit... Un miracle qu'ils jouent tout de même aux pauvres jeux qu'on leur consent...

Les quarante mères tricotent, bavardent ou attendent que ça se passe, un oeil jaloux et lassé à la fois sur leurs mômes. Les gosses, le mari, la maison, les maladies les gosses encore... Il faut avoir passé des après-midi entières dans les squares pour prendre la mesure de l'oppression quotidienne des femmes, de leur résignation, « c'est comme ça », de leur hargne contre qui défraie la chronique du quartier, de leurs misérables com-

pensations, de leurs pauvres bonheurs de pacotille... de leur ras le bol aussi, parfois, mais qui a tellement de mal à viser juste !

Les vieux somnolent, les immigrés se tassent dans un coin, muets, exclus parmi les exclus.

Les flics (pardon, les gardiens(nes)) veillent. Un coup de pied dans un ballon, une descente de toboggan la tête en avant, et c'est le coup de sifflet, rageur, les menaces. Comme si les mères ne suffisaient pas à brimer leurs gosses, excédées qu'elles sont ! C'est que voyez-vous, en ces temps de démission généralisée, les parents ne suffisent plus à leur tâches, il faut bien que l'Etat s'en mêle, au square comme ailleurs.

J'en rajoute ? C'est peut-être pas partout aussi sinistre, mais en bas de chez moi, c'est comme ça. Et ça se passe de commentaires....

D.A.



les femmes luttent

Lettre ouverte de femmes d'appelés aux chefs de corps :

Quand un appelé est incorporé, son chef de corps envoie à sa mère ou à sa femme une lettre lui parlant des conditions de vie de son fils, mari, à la caserne et l'appelant à le soutenir, à les « encourager » s'ils « semblent abattus ». Dans une « lettre ouverte aux chefs de corps » des femmes répondent : ...Aussi quand nous les voyons, c'est des enfants que nous

retrouvons, à la fois dépendants et exigeants, qui essaient de compenser auprès de nous ce qu'ils subissent auprès de vous.

Ils sortent de la caserne battus, vous le dites vous-mêmes « encouragez-le s'il vous semble abattu », écrivez-vous. Et nous, le rôle que vous nous assignez c'est de les encourager. A quoi ? A SUBIR

Les « encourager », cela veut dire pour vous être disponible, sans souci, souriante. Tous nos problèmes de femmes, le chômage, nos salaires dérisoires, l'inquiétude face aux risques que vous même évaluez à 7 %, tout cela nous ne devrions pas en parler ?

Tout est fait durant cette année de service, pour renforcer notre dépendance, nous enfermer dans l'attente, nous forcer à jouer notre rôle de femmes tel que vous le concevez : douce, gentille, inexistante, qui se « sacrifie » sans réagir et incite son compagnon à la soumission. Et sinon nous devons sentir coupables.

Cela, nous le refusons. D'autant que nous constatons qu'accepter ce rôle n'amène entre nous et nos compagnons que dialogue impossible et relations sexuelles détériorées.

Nous disons non à la répression quotidienne, à la répression insidieuse des brimades et des mutations, à la répression ouverte : arrêts, interrogatoires, menaces, TPFA.

C'est pour toutes ces raisons que nous soutenons les luttes des soldats, que nous voulons affirmer nos propres revendications. Mais pour cela nous devons nous unir et briser notre isolement.

Collectif femmes

34 rue Vieille du Temple
75003

Pour un livre noir sur l'avortement :

APPEL AUX FEMMES

Pour que toutes ensemble nous puissions démontrer comment sont appliquées les lois sur l'avortement et la contraception dans les hôpitaux et les cliniques, le MLAC demande à toutes les femmes, femmes isolées, femmes en lutte, femmes en détresse, femmes humiliées, de lui envoyer des témoignages de ce qu'elles ont vu et vécu à propos d'une demande d'avortement, à propos d'une demande d'information réelle et sérieuse de contraception, ainsi que des conditions dans lesquelles elles ont accouché.

A l'aide de ces témoignages qui doivent être datés et signés

(nom, âge, adresse), nous constituerons un dossier noir sur l'ensemble de ces questions.

Nous ne devons pas rester isolées, culpabilisées. Nous devons au contraire lutter ensemble, au grand jour, pour faire échec à tous ceux qui sabotent nos droits et qui utilisent leurs pouvoirs pour nous museler.

Si vous ne désirez pas que votre identité soit donnée, il vous suffira de le dire dans votre témoignage et nous la garderons secrète.

Soyez nombreuses à nous écrire : MLAC 34, rue Vieille du Temple, 75004 Paris dès à présent et le plus vite possible.

FEUILLETON : LA JOURNÉE D'UNE OS DE LA METALLURGIE

par
Françoise Bonnie

Dans cet atelier, on respire, huit heures durant, les vapeurs toxiques du benzène. Bien souvent on y attrape pour la journée une migraine tenace qui résiste à toute aspirine. Combien de fois avons-nous demandé une aération correcte... Mais ici, malgré nos réclamations, nos demandes réitérées, on se fout complètement de notre santé : au Comité Hygiène et Sécurité, siègent tous les « toutous » de la direction, anciens délégués achetés, représentants cyniques et dévoués de la direction : quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, rien n'est pris en considération.

Pour toute prévention », nous avons droit en principe dans notre atelier à une prise de sang tous les trois mois. Les produits benzéniques peuvent déclencher, à la longue, des anémies et même des leucémies comme ça s'est déjà produit il y a quelques années. Si un tel cas a été décelé (une ouvrière, l'an dernier, a dû quitter la boîte), le médecin du travail fera tout pour nier les faits, contredire le médecin traitant, et grâce à son patient travail de mouchard (demander lors des visites médicales si l'on fume, si l'on boit, si l'on... baise etc) il arrivera à prouver que cela provient d'une toute autre origine (tabac, alcool etc). Et la direction pourra dire merci à son fidèle toutou.

Sans compter l'énerverment, l'exaspération qui nous saisit toutes à un moment ou à un autre. C'est bien connu, l'énerverment, la nervosité sont des facteurs bénéfiques... pour la rentabilité ! Enervées, nous produisons plus, notre rendement augmentera. Et fi des

nerfs : ici, ce n'est pas reconnu comme « maladie ». Dites à votre médecin que vous avez une crise de foie, des rhumatismes, l'appendicite, etc... mais pas la peine de parler des nerfs : on vous fera comprendre que vous êtes une « tire-au-flanc ». D'ailleurs, essayez d'en parler à votre médecin : il ne comprendra pas (ou ne voudra pas) que vos conditions de travail vous esquintent la santé.

Enfin, ouf ! c'est la sortie ! La ruée vers la sortie. Toutes les femmes se précipitent dès la première seconde de la sonnerie, courent vers les vestiaires. C'est la grosse bousculade. Pour celles qui habitent loin, elles seront vers six heures chez elles : levées à cinq heures en moyenne, rentrées à six. Calculez la journée. Puis ce sera encore les courses, les repas, la vaisselle, s'occuper des enfants, les coucher... Et aller à son tour au lit, épuisée. Encore heureux s'il n'y a pas eu de scène de ménage : ils sont nombreux, maris ou amants à « donner une raclée » à la femme sous n'importe quel prétexte : le repas pas fait, des paroles qu'elle a échangées avec un autre homme, ou simplement pour « passer ses nerfs » de mâle tyrannique. Et elle le subira souvent, « pour les gosses », et aussi parce que sans la paye du mari, et avec des enfants, on ne s'en tire pas avec une paye d'OS. Une sacrée vie de femme.

Fin
F. Bonnie.

LE SEXISME DIVISE LA CLASSE OUVRIERE

L'attitude du service d'ordre de la CGT face au cortège du mouvement des femmes, le 1^{er} Mai, n'a pas fini de susciter réactions et critiques. Dans une lettre ouverte, la coordination des groupes femmes demande à la direction de la CGT de désavouer leur action. Dans les sections syndicales, des militantes et des militants se battent contre les discriminations qui touchent les femmes au travail, comme dans leur vie familiale et dans leurs rapports de tous les jours avec les hommes. Le mouvement des femmes lui-même développe une activité dans les entreprises. Dans les groupes femmes d'entreprise, nombreuses sont les syndiquées CFDT et aussi CGT. A ces militantes et à ces militants, la direction de la CGT devra rendre des comptes et expliquer son attitude !

TRIBUNE

Lettre ouverte des groupes femmes à la CGT.

La lettre ouverte commence par rappeler les négociations entre des représentants de la coordination des groupes femmes et les responsables des URP CGT et CFDT, nous en avons fait état dans Rouge du 2 mai. Elle précise ensuite :

« Cet accord n'a pas été respecté et, après plus de 2 heures de manœuvres diverses des responsables CGT 77, un important cordon de service d'ordre de la CGT (plus d'une centaine d'hommes) nous a bloquées au moment même où nous nous apprêtions à démarrer.

Malgré nos explications, le SO de la CGT a refusé toute discussion et opté pour la violence :

— insultes sexistes : « bobonnes à la maison », « tu veux que je baisse mon pantalon », « tu veux que je t'enfonce ma grosse bite dans ton petit trou », « salopes », « putains », etc.

— banderoles déchirées, coups de poings, coups de montants en bois, gifles, tentatives de renverser la camionnette-crèche aux cris de « des enfants de putains, on n'en a rien à faire ».

Dans le cortège du mouvement des femmes, des chaînes se sont immédiatement formées ; soudées, nous n'avons pas cédé un pouce de terrain, plusieurs femmes ont été commotionnées, plusieurs s'évanouirent. Des militantes CGT qui avaient rejoint le cortège du mouvement des femmes criaient « je suis cégétiste et j'ai honte ». Sur les abords de la manifestation, de nombreuses personnes s'indignaient. Des militants et militantes de la CFDT 93, scandalisés nous ont permis de rejoindre le cortège de la Seine St Denis en reprenant notre mot d'ordre : « pas de socialisme sans libération des femmes ».

Quelle démonstration cherchait à faire le SO de la CGT ? Que la lutte des femmes est étrangère à celle de la classe ouvrière ? C'est pourtant le contraire qu'ont démontré l'impact et l'ampleur du cortège du mouvement des femmes, auquel participaient de nombreuses militantes de la CGT et de la CFDT. S'il est une chose, en revanche, qu'a prouvée cette agression, ce sont bien les ravages du sexisme jusque dans les rangs de la classe ouvrière : là réside la division et l'affaiblissement du mouvement ouvrier tout entier.

De telles pratiques mettent en évidence la nécessité pour les travailleuses, non seulement de prendre part au combat commun, mais aussi de s'organiser dans un mouvement autonome dont la lutte remette en cause la place des femmes dans cette société et les rapports d'oppression hommes/femmes. Cette lutte entamée dès aujourd'hui est une garantie essentielle pour que le socialisme débouche sur une transformation profonde des rapports sociaux et pour que les femmes n'y soient plus forcées d'appoint mais sujet actif de l'histoire.

Nul doute que le service d'ordre de la CGT ait judicieusement interprété, ce 1^{er} mai, la campagne de recrutement de la CGT, tout particulièrement tournée vers les femmes...

Pour finir, une question : devons nous voir dans ces brutalités viriles, une volonté délibérée de nous empêcher d'apparaître, au mépris des accords passés, ou l'initiative hardie d'éléments incontrôlés ? Dans ce cas, nous attendons un désaveu public ».

Motion

Le SI du SNES du CES Travail, Bagnolet, 93, à la Confédération Générale du Travail.

Les enseignants du SNES dont l'organisation participait au défilé unitaire du premier mai - du CES Travail réunis en SI le lundi 3 mai, s'élèvent contre les brutalités et attaques obscènes et sexistes, qu'ils souhaitent incontrôlées, dont a fait l'objet le cortège de la coordination parisienne des groupes femmes lors de la manifestation du 1^{er} mai (...)

A noter que les violences commises et les propos obscènes tenus semblent contradictoires avec la campagne nationale de la CGT sur la syndicalisation des femmes et leur plus grande participation à la vie autant politique que syndicale, et avec le souci permanent de la CGT de la plus grande démocratie ouvrière. 8 présents, 6 pour, 2 abs-tentions.

ON
SE FOUT
COMPLETEMENT
DE
NOTRE

du
sujet

prise de parole



« HISTOIRE DE LA PENSÉE, HISTOIRE DU LANGAGE ? »

Comme nous l'expliquions hier, nous publions aujourd'hui la suite des lettres qui débattent, avec le collectif Wunderblock, du dossier « Histoire de la pensée, histoire du langage ? » publié dans le n°14.

DONNER ACCES AU PLAISIR CULTUREL

Il est heureux que la problématique du langage que vous défendez ait une place dans le premier quotidien trotskiste, Rouge.

(...) Mais votre déclaration qui accompagne ces deux compte-rendus pose quelques problèmes.

D'abord vous ne retenez de l'avant-garde que ses Noms propres, ses Valeurs marchandes, comme garantie révolutionnaire et que vous exhibez : Derrida, Lacan, Barthes, Deleuze. Vous ne retenez par ailleurs que le nom de la revue Tel Quel, ignorant par là-même d'autres courants théoriques comme Change par exemple. Les choses ne sont pas si simples à ce niveau. S'il faut, comme vous le dites, que les « politiques » favorisent tel ou tel courant culturel et théorique, cela ne peut être qu'à la suite d'un long débat auquel participerait une majorité de gens.

Associer un maximum de gens à ce

qui peut se donner dès aujourd'hui comme un mouvement de fond pour une véritable révolution culturelle, ne peut consister à vouloir faire tourner sur elles-mêmes indéfiniment quelques idées importantes sur le langage, la représentation et le sujet sous le couvert d'un discours pompeux ou terrorisant - selon qu'on se laisse mystifier ou non par le style affirmatif, le style proclamation. Cette conception élitiste du langage clôturée par son propre code, si elle n'est certes pas l'aspect le plus intéressant de la revue Tel Quel, en paraissait néanmoins déterminée par les conditions objectives dans lesquelles perçait cette avant-garde, l'isolement extrême au sein des conceptions bourgeoises de la culture d'une part, « réalisme socialiste » d'autre part, dont le représentant pouvait être à l'époque un certain Aragon.

(...) Votre style polémique date : il date de dix ans. Alors qu'un des travaux essentiels de l'avant-garde culturelle aujourd'hui devrait être une mise à plat modeste des acquis de ces dix dernières années, vous paraissez encore vous gorger de verbe.

Or si les gens de la revue Tel Quel par exemple, enfermés dans un mode d'expression sans faille et bien propre se sont tournés vers le maoïsme, ce n'est pas parce que les trotskistes manquaient à l'appel comme vous semblez le dire (montrant par là chez vous une conception très stalinopaternaliste du rapport parti révolutionnaire et intellectuels), mais c'est que le maoïsme et le stalinisme en général participent de ce mode d'expression sans faille, bien propre, à digérer ou rejeter en bloc : la loi du manifeste, la loi du dogme. Le cas Mallarmé que vous citez, évoque bien

le problème de l'ambiguïté : un travail d'avant-garde, mais lié à une idéologie aristocratique et super-élitiste de la culture. Résultat : la coupure entre avant-garde culturelle et avant-garde politique ne se comble pas mais au contraire se creuse : les littéraires croient garder leurs privilèges en n'étant pas compris par les autres, mais continuent en fait à être le jeu de l'invective ou du paternalisme du « parti », un parti immobile et qui ne risque pas de bouger, puisqu'il n'y comprend rien.

Au lieu de vous auto-culpabiliser d'avoir été en retard sur les questions culturelles et de répéter un vice de forme, allez de l'avant, prenez des risques théoriques et formels, aidez l'avant-garde culturelle à sortir de son ghetto et aussi de son impasse aujourd'hui, aidez les politiques à progresser, donnez-leur accès au plaisir culturel. Par un triple travail de bilan,

d'explication et d'approfondissement théorique, il y a moyen d'être « clair » sans être superficiel. Pensez au Capital de Marx qui n'est pas simpliste mais qui n'est pas non plus du verbiage.

A commencer en effet par une confrontation des grands textes de base (Derrida, Lacan, Barthes, Deleuze) : sortez-les de leur universalisme, donnez à leur portée théorique une perspective du point de vue d'une révolution culturelle, donnez aux militants les moyens de s'engager dans la voie de cette révolution. Les lecteurs de Rouge ne sont tout de même pas si nombreux que ça. Votre travail serait stérile s'il ne parvenait pas déjà à les concerner dans leur ensemble.

Amitiés communistes
Michel N. (PSU)

Deux membres de la rédaction de « Rouge »

UN CHEVAL FATIGUE

Wunderblock enfourche après beaucoup d'autres le cheval fatigué de l'autonomie du langage, affirmée disent-ils par Mallarmé.

D'abord, s'appuyer sur Mallarmé, ce n'est pas s'appuyer sur un état de fait probant, mais sur une revendication. Et comme telle elle réclame qu'on cerne ses bases sociales. Comme celle de « l'art pour l'art » des parnassiens, cette revendication n'est que l'envers d'une médaille dont l'avant est le langage universalisé mais mercantile et donc réducteur (de l'éventail et de la richesse des représentations humaines) de la société bourgeoise. Le langage qui en prenait le contrepied et préconisait sa purification par l'autonomie, loin de la démontrer, démontrait tout au contraire la dépendance de classe du langage qui elle est un état de fait.

L'autonomie du langage, aspect de l'idéalisme

Ensuite vouloir en marxiste l'autonomie du langage, relève de la pure abstraction. Revenons à des choses simples. Pour Marx « le langage est la conscience réelle, pratique », et la conscience le produit des rapports matériels. Il s'ensuit que le langage est le produit des rapports sociaux, mais (même quand il tend à leur échapper) il en est tributaire : car l'observation la plus élémentaire montre que ce que les hommes échangent entre eux au niveau du langage n'est pas que langage, mais idées, représentations, sans lesquelles il n'aurait pas lieu d'être, et qui le fonde comme quête de la réalité qui est hors de lui.

L'autonomie du langage, c'est précisément un des aspects de l'idéalisme contre lequel se battent Marx et Engels, par exemple en s'élevant contre « les philosophes qui ont fait de la pensée une réalité autonome », et qui ne pouvaient

faire autrement que d'attribuer au langage une réalité autonome ».

La capacité de faire écran à la réalité

Par contre, ce qui est vrai, c'est que le langage n'est pas réductible au statut d'un instrument, qu'il est une cristallisation spécifique de la conscience, que non seulement il reflète l'écart entre la pensée ou les représentations de la réalité objective, mais qu'encre il est producteur de cet écart, de la pensée, des représentations et de lui-même. C'est à dire que par sa nature même il recèle la capacité de faire écran à la réalité objective en la mettant en langage. C'est cela qu'on pourrait appeler l'autonomie du langage.

Cependant, la nature du langage n'est pas la déterminante principale de sa réalité. Elle est certes à prendre en compte, mais sur la base des rapports sociaux qui déterminent en premier chef sa réalité. Il est évident que les rapports capitalistes ont réifié la conscience, qu'ils ont disloqué les rapports entre la pensée et la réalité objective, qu'ils ont ainsi favorisé une hypertrophie de la subjectivité et donc du langage, qui pourrait faire croire à leur autonomie. Mais justement, c'est contre cette apparence que Marx et Engels mènent leur combat philosophique, et pour la réconciliation dialectique de la théorie et de la pratique, de la pensée, des représentations et de la réalité objective, en bref de l'homme et de sa réalité sociale, et au niveau du langage de sa réconciliation avec la réalité avec comme unité concrète et productive de sa maîtrise du monde.

Le langage n'échappe pas aux rapports de classe, et Wunderblock non plus en préconisant son autonomie.

P. Razdac

DES DESESPERADOS IMPUISSANTS

Wunderblock est l'avant-garde ! wunderblock est la science ! Bigre !

Et nous, pauvres marxistes révolutionnaires nous n'avons même pas d'excuse pour notre « énorme retard théorique » ! Un bonnet d'âne et mettons-nous à l'école de Wunderblock.

Mais d'où sortent donc ces docteurs impitoyables ? Du front de quel Jupiter... pardon ! Du front de quel Terminus sortent-ils tout armés ?

Ils sont l'avant-garde ? Mais de quoi ?

Nous connaissons une avant-garde révolutionnaire, de classe, à laquelle n'appartiennent évidemment pas les maoïstes intellectuels, les « désirants » désillusionnés ni les universitaires prudents. Personne jusqu'ici n'avait inventé une avant-garde scientifique. Mais la science du texte est différente. Ses référents pourtant semblent mal à l'aise dans ce costume de combat. Ainsi, M. Barthes, qui est passé d'un marxisme contournant prudemment le stalinisme - ce qui n'était pas sans nuire à la portée de ses *Mythologies* et à laisser un sacré creux dans son analyse de Brecht à un structuralisme qui l'a fait réduire Michelet à des fantômes et transformer l'analyse goldmanienne de Racine à un discours irresponsable. Barthes donc au-delà de ce qu'il apporte comme maints autres essayistes, serait un avant-gardiste ? Ce serait des avant-gardistes que les « tel-que-liens » qui, bien sûr, ne pouvaient être polarisés par les trotskistes si désespérément primaires alors qu'ils trouvaient dans le maoïsme les subtilités politico-philosophiques infinies du « Un se divise en deux » et de la « contradiction principale » qui mène à l'alliance avec Pinochet ? Ce serait l'avant-garde Deleuze, Derrida... Bon !

Mais comment cela se combine-t-il avec l'avant-garde artistico-littéraire proposée en même temps ? L'avant-garde serait là (si l'on écarte le Nouveau Roman, c'est-à-dire Robbe-Grillet qui est à la littérature ce que Buffet et Vasarely sont à la peinture, ou Bresson au cinéma : l'art de la bourgeoisie raffinée) les épigones de Sade, Bataille et Artaud. Ces référents

sont opposés au surréalisme, objet de tous les mépris. Bataille et Artaud ont rompu avec ce surréalisme sur la question de l'adhésion au communisme (pas au stalinisme, au communisme). L'avant-garde se serait divisée là en deux (preuve par Mao) : la politique d'un côté, l'art de l'autre (pardon le non-art, avant-garde tout court). Examinons les morceaux.

Bataille a écrit d'intéressants essais (dont nous faisons notre profit, comme de ceux de Barthes), mais son œuvre littéraire est dominée par le sens du « sacrilège » et par la liaison de la sexualité et de l'ordure qui dénoncent le christianisme mal surmonté. Artaud, c'est autre chose : il est de ces poètes de la souffrance qui nous apportent beaucoup à tous. Mais, par définition, ceux-là ne sont pas des maîtres. Il n'y a pas d'école possible de la souffrance. Et l'imitation de Saint Artaud ne peut être et n'est qu'une singerie. Il en va de même de Sade, dont la fascination tient surtout à ce qu'il porte au paroxysme des contradictions insolubles dans toute société de classe dans la philosophie mécaniciste où il les a développées.

La liaison de ces deux avant-gardes en une (mouvement nié par la dialectique selon Mao) est problématique.

télévision

TF 1

- 16.20 Information juridique : licenciement et chômage. Par les temps giscardiens qui courent, une émission à suivre hélas...
- 20.00 Journal
- 20.30 La merveilleuse histoire des Jeux Olympiques. Les jeux de l'affrontement : 1952, 1956, 1960. Tziganes sans frontières. Après les « roms », les Gitans.

A 2

- 20.00 Journal.
- 20.30 Les dossiers de l'écran : le dossier noir, un film d'André Cayatte (1955).

FR 3

- 20.30 Les implacables, un western de Raoul Walsh (1955).



Après la mise en liquidation

INTERVIEW DE CHARLES PIAGET

LES « LIP » OCCUPENT

LIP, ces trois lettres vont redevenir le symbole d'une lutte longue et dure. Charles Piaget fait ainsi le point de la situation :



Charles Piaget : La décision du tribunal ne nous a pas tellement surpris. On s'y attendait déjà, et on suppose que le report de la décision de vendredi à aujourd'hui lundi est du au 1^{er} Mai. Il y a donc liquidation des biens de la société créée en 74. Cela ne change rien pour nous. Il y a toujours un problème de l'horlogerie en général et de Lip en particulier. On sait que le problème est réel sur toute la région, et pour nous toutes les explications précédentes restent valables.

Nous avons décidé donc d'occuper, nous maintenons notre présence dans l'entreprise. Mardi matin nous refaisons une manifestation en ville pour rappeler que liquidation ou pas, on est toujours là.

Il s'agit maintenant pour nous de préparer à cette opération « portes ouvertes » prévue pour la fin de la semaine.

Envisagez-vous de rouvrir les portes de l'entreprise aux travailleurs d'autres entreprises comme cela avait été le cas en 73 ? Comment est organisée la vie interne de la lutte ?

Charles Piaget : Pour l'instant et jusqu'à l'opération « portes ouvertes » nous n'ouvrons pas l'entre-

prise, nous discuterons plus tard de ce problème. En ce qui concerne la vie interne de la lutte, c'est assez simple : de 7 h à 8 h 30 il y a un « collectif élargi C.F.D.T », c'est-à-dire que tous ceux qui veulent venir viennent, pour examiner et regarder ensemble le problème de la journée, les actions à faire et déjà se répartir un peu les tâches. A 8 h c'est l'Intersyndicale, et là ce sont d'autres copains qui s'en occupent, et à 9 h c'est l'assemblée générale, et après l'AG vers 10h-10h30 il y a tout le travail en commissions. Les commissions sont principalement centrées sur l'opération « portes ouvertes », mais il y en a bien d'autres quand même. L'une s'est mise en route pour l'animation intérieure. Il y a aussi la commission de liaison avec les entreprises en lutte, c'est encore un peu difficile, mais ça commence à prendre corps, c'est celle qui s'occupe également des meetings, car il y en a plusieurs en cours en ce moment, et il y a aussi la commission garde, etc. L'occupation la nuit va se faire par roulement, ça va commencer à prendre corps et à s'organiser à partir de demain.

Où en êtes-vous par rapport au projet d'écriture d'un Manifeste comme en 73, et où en

est le débat sur le mot d'ordre de nationalisation de Lip ?

Charles Piaget : En ce qui concerne le « Manifeste », on va essayer de le finir au plus vite, mais les journées sont courtes ! Pour le problème de la nationalisation, on n'a encore rien rapporté de nouveau. On sait aussi qu'imposer la nationalisation au gouvernement Giscard représente un gros effort, et il faudrait que ce soit rattaché au thème national des luttes. On essaye de regarder la question qui se pose aujourd'hui avec le débouché des luttes, et c'est le thème là qui doit être présent. On voudrait bien présenter quelque chose sur ce thème des nationalisations, mais il ne faut pas que ce soit quelque chose en l'air, que ce soit une répétition, il faut que ce soit quelque chose de possible, on est en train d'y travailler. Il faut que ce soit un thème où tous ceux qui luttent puissent se retrouver et qui doit permettre une mobilisation plus large et surtout une rencontre plus importante entre les entreprises en lutte sur le problème de l'emploi.

Avec l'impact que Lip peut avoir sur le plan national, il faudrait arriver à mettre cela en route avec d'autres... »

AFRIQUE DU SUD

DES OUVRIERS LUTTENT POUR UN SYNDICAT

Les 606 ouvriers noirs de l'usine électrique Heinemann dans la banlieue de Johannesburg ont été licenciés pour avoir voulu créer leur propre syndicat indépendant des « comités de liaison » officiels, seuls autorisés par le régime d'apartheid. Après qu'ils eurent adressé à la direction une pétition demandant qu'on reconnaisse leur organisation, celle-ci a répondu en limogeant 20 ouvriers « pour rébellion contre l'autorité patronale ». Le 26 mars ils demandaient la réintégration de leurs camarades et étaient tous licenciés. Le 30 de nombreux ouvriers se présentaient devant l'usine et demandaient à parler au directeur. Ils ont trouvé en face d'eux quarante policiers armés de matraques et des dizaines de chiens dressés à sauter au visage des manifestants. Une ratonnade s'en est suivie qui n'a épargné personne notamment les femmes enceintes. Ainsi malgré la répression forcenée le prolétariat Sud-africain développe des luttes croissantes contre le régime de Vorster, pour se doter de ses propres organisations.

AGRESSION FASCISTE

Hier vers 18 h 30, une trentaine de fascistes venus du centre Assas ont attaqué une vente de journaux d'extrême-gauche. Les nervis nazis ont sauvagement frappé plusieurs vendeurs à l'aide de nunchakus. Un travailleur arabe qui a voulu prendre la défense des agressés a été pris violemment à partie. A 19 heures il était placé sous tente à oxygène à l'hôpital Laennec. Une fois de plus ces attaques sont commises en toute impunité, quand on sait que les fascistes se servent de la faculté d'Assas comme base de départ et de repli, alors que la police est stationnée en permanence à l'entrée. Il faut savoir aussi que quatre jeunes anti-fascistes sont passés en procès le 30 avril, et que le procureur a requis une peine d'un an ferme contre l'un d'entre eux, Jean-Jacques Lahyani.

Le procès de Pierre Goldman aux Assises d'Amiens

APRES L'ULTIME MANOEUVRE DE L'ACCUSATION, VERDICT CE SOIR

De notre envoyé spécial Georges Marion

« Ce n'est pas à nous de rechercher l'assassin, mais à l'accusation de prouver ses dires ». C'est en ces termes que M^e Kiejman a évalué le témoignage fait lundi matin par Albert Bender devant la Cour d'Assises de la Somme qui juge Pierre Goldman depuis mainte-

nant plus d'une semaine.

D'une voix rauque Albert Bender, qui dans une lettre transmise vendredi dernier à la cour s'était offert de révéler le nom de l'assassin et de l'indicateur X2, venait de dénoncer un dénommé Bernard Martin comme l'auteur des faits reprochés à Goldman. Ce Martin, on l'a su par la Brigade criminelle, a été condamné en 1971, à la mort par contumace. La cause en était un meurtre, affaire où Bender reçut 10 ans de réclusion criminelle. Depuis 68-69, la police déclare avoir perdu sa trace et le bruit courait qu'il avait été exécuté par le milieu.

« J'ai pensé à Martin à partir de la lecture du dossier que m'avait montré Goldman, a dit Bender. J'ai été frappé par le fait que l'assassin y était décrit comme portant toujours deux armes, dont un P38, ce qui était le cas de Martin. Quand je suis sorti de prison, en 1972, j'ai retrouvé Martin qui était accompagné d'un noir, un porto-ricain. En 1973, je l'ai revu, et quand je lui ai demandé ce qu'il savait sur l'affaire Richard-Lenoir, il m'a répondu « depuis quand les gens du milieu s'intéressent-ils aux caves ? ». Il m'a finalement avoué qu'il était l'assassin de Richard Lenoir et promis de faire une lettre disant que Goldman était innocent. Mais il ne l'a pas faite. C'est pourquoi, je parle maintenant. Bernard Martin est

aujourd'hui en fuite. Il a les cheveux teints, un peu crépus. C'est un blanc mais bronzé comme un pruneau. Il est originaire d'Amérique latine. Nous avons commis certaines choses ensemble. C'est pour cela que le connais ». Sur X2, Bender refuse de donner son identité. Tout ce que nous saurons de lui c'est que c'est un indicateur des RG, ayant servi comme provocateur sur les barricades de Mai 68 et qu'il n'est pas antillais.

Paradoxaux révélations que celles-ci. Bien qu'elles visent à innocenter Pierre Goldman, la défense insiste pour que le procès se poursuive normalement, estimant qu'elles n'apportent rien sur les éléments dont la cour a à débattre. L'accusation, pour l'heure défaillante, laisse remplir son rôle à la partie civile qui tente de se saisir de ce fait nouveau pour faire reporter le procès à une date ultérieure, dans le but de redresser une affaire qui ne semble pas évoluer dans le sens de ses intérêts. Après une suspension d'audience, la cour décide d'entendre, dans l'après-midi, le commissaire Jobart avant de se prononcer définitivement sur le report ou la suspension du procès.

C'est tard dans l'après-midi que le commissaire Gustave Jobart s'est présenté à la barre. Il avait à dire ce qu'il savait de Bernard Martin et ce qu'il

pensait des affirmations de Bender. Il avait aussi à défendre l'enquête menée par ses services, mise à rude critique tant par les révélations de Bender que par les attaques de la défense. Sur ce dernier point, il s'est contenté de proclamer son indignation pour un article paru dans un « grand journal » (France soir) qui soulevait l'hypothèse que Bender puisse être « un mouton » placé dans la cellule de Pierre Goldman. Pour le reste, le commissaire Jobart a tracé de Bernard Martin un portrait de « troisième gachette » vraisemblablement mort depuis de nombreuses années, dans un règlement de compte. Pour lui, « jamais, il n'a été question de Martin dans l'affaire Richard Lenoir » et les révélations de Bender ne peuvent être prises au sérieux dans la mesure « où l'on essaye de faire parler un mort ». C'était une façon discrète de confirmer ses convictions quand à la culpabilité de Pierre Goldman.

En tout cas, le procès a repris maintenant son cours normal. Les déclarations de Bender ne sont plus qu'une péripétie. La partie civile a entrepris sa plaidoirie-accusation juste après le passage de Jobart. Mardi matin on devrait entendre le réquisitoire de l'accusation, suivi dans l'après-midi des plaidoiries de la défense.

Le verdict devrait intervenir tard dans la soirée du même jour.



Joël Lautric

Alain Caprice

POUR QUE ROUGE VIVE

ANCIEN TOTAL	97.501,10
D.C.B. Chelles	200,00
A.M. Sète	60,00
Sécurité sociale Lille	100,00
CET Lille	200,00
O.S. Wasquetal 59	50,00
Souscription militante	800,00
PLM PTT	150,00
SNCF Gare de Lyon	
contrôleur de route	100,00
Hôpital St Antoine	100,00
Comité rouge Pitié	79,00
Un copain ayant fait ses trois jours	21,00
Lycéen Saintes	15,00
Patrick de C Nanterre	100,00
Sympathisant Rueil	231,50
Anonyme	20,00
NOUVEAU TOTAL	99.727,60

Les chèques sont à libeller au nom de Pierrette CHENOT et à envoyer à Rouge, 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal, « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN 300 F	200 F	500 F
6 MOIS 150 F	100 F	250 F
3 MOIS 80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermés, écrire au journal)